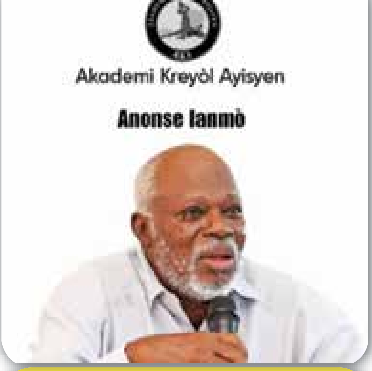
Vol 18 # 01 • Du 3 au 9 Juillet 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Akademisyen Emmanuel Michel Bazile mouri !

Page 6

André Charlier, Consummate Haitian Intellectual, is Dead 1943-2024

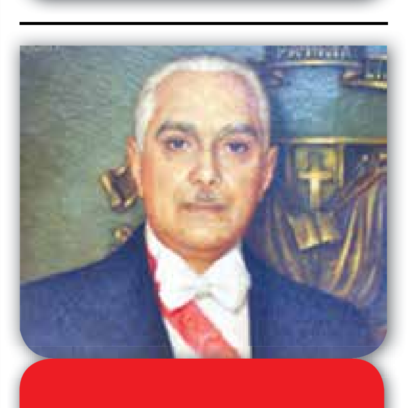
Page 9

GARRY CONILLE VIENT RENDRE COMPTE À LA MÉTROPOLE



Voir page 3

Rencontre du secrétaire d'Etat américain Anthony J. Blinken avec la délégation du Premier ministre haïtien Garry Conille au Département d'Etat à Washington



Le néofascisme progresse dans le monde d'aujourd'hui

Page 7



Les Yankees insistent pour fabriquer des leaders de l'opposition parmi les jeunes Cubains

Page 10-11



L'INTELLECTUEL HAÏTIEN ANDRÉ CHARLIER EST MORT !

Voir page 4

Le journaliste André Charlier, « homme de lettres depuis ses débuts », est décédé le 27 juin après une chute tragique



Infirmières en grève aux Etats-Unis: « Les patients avant les profits »

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Haïti et Kenya, même combat contre le capitalisme !

Par Berthony Dupont

Alors qu'*Haïti Liberté* entame sa 18ème année de publication dans l'esprit de continuer non seulement à dénoncer clairement l'impérialisme occidental mais aussi à défendre les droits fondamentaux des peuples touchés par le chômage, la précarité et la pauvreté, deux faits simultanés ont retenu notre attention juste pour nous rappeler l'importance de nous impliquer davantage. Cette nouvelle mission d'occupation multinationale en Haïti dirigée par le Kenya coïncide avec le soulèvement du peuple kenyan exprimant sa colère contre les attaques économiques de son propre gouvernement recommandées par les institutions capitalistes.

Il est cependant réconfortant de constater que l'impérialisme a partout le même visage hideux et utilise la même partition pour accorder son violon destructeur dans sa lutte contre les peuples en quête de changement et d'amélioration de leurs conditions de vie.

Depuis deux siècles, l'impérialisme occidental opprime et exploite le peuple haïtien. La pauvreté et la misère de la classe ouvrière ne sont ni naturelles ni inévitables ; elles sont le résultat du pillage de la colonisation d'hier et de l'exploitation entretenue aujourd'hui par le système capitaliste à travers des gouvernements dirigés par des traîtres, des mercenaires imposés pour établir sa politique néocoloniale. Avec en prolongement, le chantage financier et diplomatique de Washington pour organiser des groupes, partis et organisations fantoches au mépris des principes les plus élémentaires pour faire avorter tout mouvement populaire sérieux et briser tout processus de libération réelle du peuple haïtien.

Le capitalisme est un système aux abois jetant des millions d'êtres humains dans la misère, le chômage, et semant la mort jour après jour. Il n'existe que pour accaparer les richesses des peuples, dévaloriser la classe ouvrière-paysanne et l'opprimer jusqu'à une situation extrême.

Les événements de ces derniers jours au Kenya et en Haïti ont suscité un émoi populaire qui nous préoccupe au plus haut point et appelle à la réflexion. Quand les forces kenyanes sur les fronts en Haïti luttent contre l'insécurité causée par les mesures d'austérité, d'inégalités sociales, le chômage chronique et l'exploitation excessive, le peuple kenyan, quant à lui, descend dans les rues de Nairobi et le reste du pays pour manifester contre la multiplication des mesures néolibérales exigées par le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale. Cela ne veut-il pas dire, que les prolétaires, qu'ils soient Haïtiens, Kenyans, ou de toute autre nationalité, ont les mêmes revendications et font face au même oppresseur, au même bourreau ? D'où d'ailleurs, le cri de Flora Tristan, Karl Marx et Friedrich Engels : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

L'ennemi impérialiste est le même partout. Il n'a ni couleur, ni race, ni frontières, il n'a que ses intérêts. Alors qu'il utilise d'un côté les soldats kenyans en Haïti, de l'autre, il opprime les travailleurs kenyans par le biais de leur propre gouvernement. Cela illustre que dans toute société de type capitaliste, les privilèges de l'exploitation d'une classe sur une autre ne sont guère différents.

L'une des caractéristiques globales du capitalisme est qu'il ne peut admettre au peuple le droit de choisir son propre destin. C'est pourquoi il cherche partout à imposer son diktat, même de manière ridicule et démagogique. Aujourd'hui en Haïti, tout est faux, truqué, équivoque. La présidence est une chimère puisqu'elle n'est qu'un simple Conseil de figurants.

Un gouvernement portant la marque d'infamie, dignitaires d'État sans portefeuille. Comble d'absurdité, c'est un gouvernement fait d'une alliance qui favoriserait la stratégie de domination et d'asservissement du peuple. Comme à son habitude, l'impérialisme a trouvé des alliés dans la classe politique, des hommes de main et femmes de pailles de tous bords prêts à sacrifier les intérêts du peuple dans le but évident de consolider l'influence américaine. Ces collabos qui n'ont aucun souci à prendre leurs ordres de Washington, sont ligotés, pieds et mains pour valider cette nouvelle intervention multinationale et justement cacher leur propre échec et celui de l'impérialisme en Haïti.

C'est sur ce mépris que se base ce nouveau régime de l'État haïtien. Une manœuvre destinée à déplacer le centre de gravité de la crise à la source, en réalité, des inégalités sociales et de la mauvaise gouvernance, véritables maux conduisant vers des symptômes tels que les gangs. Quoi de mieux dans ces conditions que d'utiliser les forces kenyanes pour tenter de masquer ou redorer une image ternie par une politique de répression atroce et de corruption odieuse qui ne changera en rien une situation déjà en putréfaction.

Toute notre solidarité va au peuple haïtien dans la même mesure au peuple kenyan qui lutte contre un ennemi commun : l'impérialisme occidental.

Ce système dominant le monde a démontré qu'il doit être renversé et c'est dans cette logique que s'inscrit le journal *Haïti Liberté* tout au long de son existence pour qu'un autre système politique et économique soit possible en Haïti. Le capitalisme nuit aux intérêts des pays appauvris. Tant que ce système n'aura pas pris fin et n'aura pas été effacé de l'hémisphère, nous ne pourrons jamais vivre en paix.

Haïti Liberté ne peut manquer d'exprimer sa totale solidarité continue avec le peuple cubain, ainsi qu'avec celui du Venezuela et de tous les peuples opprimés du monde, en particulier le peuple palestinien. Nous rejetons et condamnons catégoriquement la tentative de coup d'État de Washington et de ses complices en Bolivie et soutenons la mobilisation populaire pour contrecarrer ce sale coup et garantir la défense des droits démocratiques du peuple, notamment des travailleurs boliviens. Non à l'intervention impérialiste !

Haïti Liberté restera une arme de lutte pour la libération nationale des peuples et la transformation du monde ! Vive la lutte populaire pour un changement fondamental des travailleurs d'Haïti et de ceux des masses kényanes pour renverser le capitalisme et mettre fin à l'exploitation, à la misère, au chômage et à la barbarie.

Haïti et Kenya même lutte, même combat contre le système capitaliste !

Garry Conille vient rendre compte à la Métropole



La représentante Frederica Wilson sur X : « J'étais heureuse d'accueillir le Premier ministre haïtien, Garry Conille, à Miami lors de sa première visite aux États-Unis depuis qu'il est devenu Premier ministre. »



Garry Conille reçu par Brian Nichols

Par Isabelle L. Papillon

Le vendredi 28 juin 2024, juste un mois après sa nomination le 28 mai dernier, le Premier Ministre, Garry Conille qu'on devrait de préférence appeler l'administrateur colonial d'Haïti a laissé le pays. Il a pris le vol à bord d'un avion comme l'avait fait tant d'autres sans dire quoique ce soit sur son voyage, sauf un communiqué de la Primature indiquant qu'il se rendait à Washington et à New York. Pour faire quoi ? Personne ne sait.

Le Premier sinistre s'est fait accompagner de son Directeur de cabinet, au titre de ministre, Nesmy Manigat, de la Ministre de l'Économie et des Finances Marie D.A. Ketleen Florestal, également Ministre de la Planification et de la Coopération externe, de la Ministre des Affaires Étrangères également Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger Dominique Dupuy pour se rendre aux Etats-Unis d'Amérique.

Quelle nécessité d'un tel déplacement aussi précipité d'un chef de gouvernement à peine entré en fonction, si ce n'est pour se rapporter à ses tuteurs, ses patrons, ses vrais chefs du Département d'Etat américain à Washington pour lequel il administre le pays. Cela ne nous étonne pas puisque nous savons bien que les hommes et femmes politiques actuels dirigeants du pays ne sont capables de rien sans que Washington ne l'approuve et leur donne le feu vert. En d'autres termes, la politique en cours en Haïti est tout à fait définie par les soi-disant experts politiques et le gouvernement en est le simple exécutant de leur projet colonial.

En route vers Washington, D.C., le Premier ministre haïtien Garry Conille a fait un arrêt à Miami pour une visite de courtoisie à *Little Haïti* pour voir la représentante américaine Frederica Wilson qui a souligné au cours d'un point de presse juste avant la rencontre avec Conille *« Nous allons sortir de cette réunion avec une liste d'exigences pour que l'administration Biden-Harris soutienne Haïti »* Il faut bien comprendre que dans le vocabulaire politique de ces représentants américains, qu'ils soient Sheila Cherfilus-McCormick du district 20 de Broward, Yvette Clarke (Démocrate N.Y.) et tant d'autres, le mot soutenir réfère essentiellement à diriger, prendre en main et cela entre bien dans la logique de la fonction de Garry Conille.

À Washington, le premier ministre Garry Conille, dans la matinée du lundi 1er juillet, flanqué de ses ministres a rencontré les bailleurs de fonds pour leur quémander comme d'habitude des miettes de charité. A la rencontre avec la Banque interaméricaine de développement (BID), ont pris part, entre autres Conille et ses ministres, le gouverneur de la Banque centrale, Ronal Gabriel et Alfred Metellus le représentant d'Haïti auprès de la BID. La délégation s'est entretenue avec la vice-présidente Ana Maria Ibañez, et Amanda Glassman, conseillère du président de la BID, en l'occurrence Mohammed Al-Jasser, l'ancien ministre de l'Économie et de la Planification de l'Arabie Saoudite. Puis la délégation s'est rendue à la Banque Mondiale.

Tout cela indique que le pays retourne sur les mêmes traces anciennes, les mêmes rapports avec les institutions financières internationales qui se comportent en patronnes et c'est dans cette optique que Conille en chien fidèle du maitre a déclaré sans aucune honte : *« Nous essayons de les mettre en confiance, de leur assurer que le Conseil présidentiel et le gouvernement ont une vision claire sur ce qu'ils veulent faire. Ils peuvent avancer avec nous. Construire cette confiance est essentiel. Je suis parti avec le sentiment que nos partenaires sont prêts à nous faire confiance, comme c'est le cas pour la population »*

Dans l'après-midi du 1er juillet, la délégation haïtienne conduite par le Premier ministre s'est rapporté pendant plus de 45 minutes à Jon Finer, conseiller adjoint à la sécurité nationale de l'administration Biden. Selon Conille, il a expliqué au conseiller adjoint sur plusieurs dossiers notamment sur la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) et l'organisation des élections, élément prioritaire pour les puissances impérialistes de sorte qu'elles renouvellent leurs laquais eu sein de l'appareil d'Etat en Haïti.

A ce sujet Conille a tout bonnement fait remarquer que les Américains se montrent très intéressés et impatients. Car *« Ils voulaient avoir un compte rendu sur comment on avance avec ce dossier. Je suis certain que dans les prochains jours le CEP sera formé par le Conseil présidentiel de transition »*

Finer pour sa part a réitéré à la délégation haïtienne, le soutien indéfectible des États-Unis au peuple haïtien, *« qui souffre depuis trop longtemps aux mains des gangs, avec près de 5 millions de personnes ayant désormais besoin d'une aide alimentaire d'urgence. »*

Juste avant le retour de la délégation, elle a rencontré le mardi 2 juillet, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken qui en ces termes accueille la délégation haïtienne : *« C'est un moment important pour Haïti, un moment important pour plusieurs pays incluant les États Unis qui supportent ardemment Haïti. Nous avons le premier ministre et son gouvernement en place, nous avons le Conseil présidentiel et nous avons maintenant le déploiement de la mission multinationale de support à la sécurité pour aider la PNH à regagner le contrôle total de plusieurs zones importantes de Port-au-Prince et dans le pays. Tout ça pour assurer que Haïti retrouve le chemin d'élections libres et justes, et pour s'assurer, pendant qu'on avance vers le futur, que le support de la communauté internationale à Haïti peut continuer de la façon la plus robuste »*



Réunion avec la Banque interaméricaine de développement (BID) qui a promis 40 millions de dollars à Haïti



Le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro reçoit la délégation dirigée par Garry Conille

Et à Conille d'enchainer avec une platitude sans mesure pour remercier son patron *« Pendant que nous ne sous-estimons pas les défis qui nous attendent, nous sommes extrêmement reconnaissant du support, de la solidarité du peuple américain et nous aimerions que vous transmettiez aussi nos remerciements au président Biden qui a été un vrai champion pour Haïti. On pense que les prochaines semaines et les prochains mois seront assez intéressants mais nous pensons qu'avec l'établissement du Conseil présidentiel et de ce nouveau gouvernement nous sommes prêts à travailler pour relever les défis qui nous attendent. Alors, Merci encore de nous recevoir »*

L'administrateur colonial des Etats-Unis en Haïti, Garry Conille a été également reçu par le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, les assistants secrétaires d'Etat Brian Nichols et Todd Robinson, l'administrateur adjoint à l'USAID Michael J. Camilleri, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, ainsi que des membres du congrès américain.

C'est l'establishment américain dans sa forme la plus complète qui s'arrange derrière leur homme et femme au Conseil présidentiel et à la Primature pour contrôler le pays. Ainsi fut fait !

Et comme l'a si bien dit l'ancien envoyé spécial des États-Unis en Haïti, l'ambassadeur Daniel Foote, un allié du Groupe Montana, dans une interview au Réseau Haïtien de l'Information (RHINEWS), « *le choix de Garry Conille par le conseil présidentiel était une mise en scène multinationale non transparente, orchestrée par les États-Unis via la CARICOM. Selon lui, Conille continuera à mettre en œuvre des politiques dictées par les États-Unis, l'ONU et les donateurs internationaux, sans se soucier des besoins à moyen et long terme du peuple haïtien* ».

L'intellectuel haïtien André Charlier est mort !

Par Kim Ives

Notre camarade André Charlier, enseignant à la retraite, intellectuel marxiste prolifique, militant politique et chroniqueur régulier estimé à Haïti Liberté, est décédé des suites d'un accident anormal près de son domicile dans le Queens, New York, le 27 juin 2024 à l'âge de 80 ans.

Il est né le 19 décembre 1943 de deux figures marquantes de la tradition marxiste haïtienne : Etienne Danton Charlier et Ghislaine Rey Charlier, des figures de proue de deux des premiers partis communistes d'Haïti dans les années 1940 et 1950 – le Parti Socialiste Populaire d'Haïti (PSP) et le Parti de l'entente populaire (PEP) – ainsi que les auteurs de nombreux ouvrages fondateurs, articles de journaux, brochures et livres.

Ainsi, leur fils « *a été un homme de lettres dès le début* », écrivent la nièce Vladimir Cybil Charlier et la fille Yamilée McKenzie dans leur nécrologie d'André. « Ses parents, à la fois intellectuels et militants politiques, lui ont inculqué un profond amour pour la lecture. Cette passion précoce pour la littérature et l'apprentissage façonnera le parcours de sa vie.

Charlier était issu de familles aristocratiques du sud d'Haïti, parfois qualifiées par les universitaires nord-américains d'« élite mulâtre ». Son côté paternel Charlier venait d'Anse-à-Veau/Aquin et son côté


André Charlier

maternel Rey/Garoute de Jérémie, où il passait souvent ses vacances avec ses frères.

Il fut un excellent élève et remporta le premier prix du premier concours national d'histoire d'Haïti en 1961. Un an plus tard, il obtint son baccalauréat puis se rendit en France pour obtenir un baccalauréat en économie politique à la Sorbonne en 1971. .

Après l'université, André a d'abord déménagé à Montréal, au Canada, puis à New York, où il a travaillé comme enseignant et journaliste. Il est retourné en Haïti en 1995 pour travailler pour les administrations des présidents Jean Bertrand Aristide et René Préval, *« parce que je pensais qu'ils voulaient changer les choses dans mon pays »*, a-t-il écrit dans un article polémique de 2021. *« Mais la façon dont je suis entré était la façon dont j'en suis ressorti : sans un sou »*. Il poursuit également son journalisme et enseigne dans diverses écoles privées en Haïti.

En juillet 2010, il est retourné résider dans le quartier Hillside de Queens, New York et a continué à enseigner et commença également à écrire pour l'hebdomadaire Haïti Liberté en français et en kreyòl.

Il a gardé le contact avec plusieurs de ses vieux amis, dont son cousin Robert Garoute, membre du conseil consultatif d'Haïti Liberté, qui vivait également dans le Queens. *« J'avais du mal à payer mon appartement, alors André m'a dit qu'il avait de la place pour moi dans sa maison »*, a déclaré Garoute à Haïti Liberté. *« Malheureusement, cela n'arrivera jamais»*

Dans la soirée du lundi 24 juin dernier, sans en parler aux autres membres de sa maison, André décide d'acheter un hamburger sur Hillside Avenue. Alors qu'il descendait la colline escarpée menant à ce boulevard commercial, il a trébuché et est tombé, se cognant apparemment la tête. Dans le noir, il n'a pas été découvert pendant un certain temps et a sombré dans le coma. Il a été transporté en ambulance vers un hôpital voisin, où des efforts ont été déployés, en vain, pour le réanimer. Il a finalement été retiré des machines de survie et déclaré mort le 27 juin 2024.

André a été accouplé trois fois. Il a rencontré sa première épouse, Dominique Françoise Bruneau, à Paris en 1966, mais elle est décédée en 1975. Il a ensuite épousé Marie Monique Edouard et, en 1980, ils ont eu un fils, Tristan Charlier, décédé tragiquement à 24 ans en 2005.

En 1984, André a eu également une fille, Yamilée Mackenzie, avec Micheline Mackenzie.

André laisse dans le deuil sa fille, Yamilée Mackenzie, et son petit-fils, Cruz Etienne Colette; par son frère, Jean Louis Baron-Hyppolite ; par les beaux-fils Saman Dashti et Stephan Flemens ; ses neveux et nièces Vladimir Cybil Charlier, Raymond Manicatex Charlier, Dielika Charlier, Bernard Charlier, Chango Elysée, Vélina Elysée Charlier, Clara Baron Hyppolite, Adrien Baron Hyppolite, Christophe Baron Hyppolite, et leurs enfants; ses belles-sœurs Marie-Cécile Corvington-Charlier et Gérarda Elysée, ainsi que plusieurs petits-neveux et nièces et parents des familles Charlier, Piverger, Garoute, Edouard, Dessables, Salnave, Roumer et Mackenzie.

Les arrangements funéraires de notre camarade André n'ont pas encore été annoncés.

Il convient de clôturer cette nécrologie par une observation prémonitoire faite par André Charlier dans l'une de ses dernières chroniques dans Haïti Liberté. Dans un essai français intitulé « Le sang du vampire », il réfléchit à l'effondrement accéléré de l'empire américain.

« Tout comme un vampire ne peut pas vivre sans sucer le sang des autres, le système de Bretton Woods ne peut pas survivre sans piller la planète », écrit-il. « Cela explique la situation mondiale actuelle. C'est pourquoi nous sommes actuellement au bord d'une guerre nucléaire.

Il a observé que le peuple américain est de plus en plus poussé dans la pauvreté et le désespoir. « La réalité est qu'en dernière analyse, seule la haute finance internationale, le pouvoir de l'argent, profite de Bretton Woods. C'est l'accumulation du capital poussée à son extrême limite, et à cette limite, le peuple américain est victime comme tous les autres », conclut-il. *« Mais nous, les Haïtiens, sommes les plus victimes. Mais par nos souffrances mêmes, nous montrons aussi quel sera l'avenir de l'espèce humaine si nous laissons le capital financier faire ce qu'il veut. »*

Et enfin, c'est ainsi qu'il se décrit dans l'article polémique cité plus haut : *« Moi-même, je n'ai jamais occupé de hautes fonctions, de gros boulots avec beaucoup d'argent... Mais mes deux drapeaux, le drapeau rouge de la révolution et le drapeau qui est bleu comme la mer... Je les garderai toujours, et pour les prendre de mes mains, il faudra me tuer. »*

André est mort en brandissant ces drapeaux.

Une gifle de trop

Par Abner Septembre

Aujourd'hui, 27 Juin 2024, la même routine matinale a ouvert ma journée : la lecture, le sport, la douche et le p'tit déjeuner. Pendant que je prenais ma tisane et mon café noir, accompagnés d'une assiette de fruits jaunes et oranges en provenance de mon jardin gardemanger, dans un environnement sain où circule l'air frais et vivifiant de la montagne, à 750 mètres d'altitude, avec en face le bâtiment de l'Hôtel Villa Ban-Yen, à ma droite le salon de K-Monik Hostellerie, à ma gauche au lever du soleil la cour des 3 palmiers et mon bureau, et derrière moi une rangée de crotons (Codiaeum variegatum) qui séparent la cour du Boucanier snack bar, je suis soudain saisi par une réflexion plutôt sérieuse sur le nouveau débarquement des blancs.

Nous sommes l'unique pays de l'hémisphère occidental à subir autant d'occupations. Nous les avons soit provoquées soit commanditées directement. Haïti est trahi par ses propres fils qui l'ont livré à César comme l'a fait Juda. Nous sommes tout simplement des lâches qui demandent à d'autres de faire le sale boulot à notre place, après avoir poussé trop loin le bouchon, tout en espérant en même temps récolter des dividendes. Si cela paraît vrai pour une minorité, cependant la population en général en fait plutôt lourdement les frais, entraînant avec et derrière elle plusieurs générations. Après 19 ans d'occupation américaine et 30 ans jusqu'ici d'occupation onusienne, la réalité du pays s'est plutôt dégradée. C'est la perte de presque tous nos espaces de liberté et de souveraineté, notamment le contrôle de notre tête, de notre ventre, de notre poche, de notre politique, de notre territoire et de nos ressources, voire de notre identité et de notre dignité au point de ne pas reconnaître qui nous sommes vraiment. Nous sommes là à constater tout cela en résignés, faisant du coup de nous une société de complices.

On entend déjà le chant des sirènes qui justifient, des caméléons qui jouent sur deux panneaux comme s'ils étaient plus réalistes qu'opportunistes. D'autres qui déclarent qu'il ne faut plus être dans cette situation, sans dire comment y parvenir. Tout d'abord, qu'est-ce qui leur fait croire qu'avec cette force ça va être différent ? N'a-t-on pas vu que, comme les autres missions antérieures, elle s'est empressée d'obtenir de nos dirigeants des pouvoirs et privilèges étendus, de se couvrir d'immunité de juridiction pour tous les faux pas et crimes qui se seraient produits dans l'exercice de son mandat ? Malheur à nous, Haïtiens, qui croyons voir la lumière au bout du tunnel, en pensant que cette force est là pour traquer les gangs devenus trop puissants. C'est comme si ceux-ci étaient un électron libre, le seul et le plus grand problème dans notre arithmétique.

Une occupation n'est pas une coopération technique et financière comme l'a été le Plan Marshall pour l'Europe. Elle ne fait en général que panser la plaie, au risque même que celle-ci s'infecte et s'aggrave à cause de la qualité des soins prodigués. Les expériences américaines de 1915 à 1934 et onusiennes de 1994 à aujourd'hui ont montré que ces forces ont occupé Haïti sans pourtant s'en occuper. Maintenant qu'on est en plein dedans, comment s'en sortir et ne plus retomber dans cet avilissement ? Transcender pour changer notre réalité par nous-mêmes et pour nous-mêmes est le seul traitement et remède qui peut guérir le mal haïtien. C'est là le vrai défi auquel s'attaquer. Est-il au-dessus de nos moyens ?

Nous avons tendance à avoir une lecture tronquée ou biaisée de la réalité, en même temps que nous traitons la politique soit comme un puissant manitou, soit comme un loup solitaire. Le drame haïtien est provoqué par des facteurs tant endogènes qu'exogènes, d'ordre historique structurel et conjoncturel.

Beaucoup de faits actuels étaient déjà présents sous le premier empire, sous Salnave et Boisrond Canal, étaient décrits par Thomas Madiou ou leur occurrence était annoncée par Antenor Firmin. Les tares sociales, les magouilles politiques, les gâchis administratifs, la dilapidation de la caisse publique et la monopolisation n'ont fait que s'amplifier et devenir de plus en plus sophistiquées.

Sortir de l'ornière ne peut être alors qu'un construit sociétal de longue haleine qui demande rigueur, patience et intelligence pour traiter l'urgence et voyager entre le conjoncturel et le structurel. En cela, nous devons tout d'abord comprendre et admettre que le mal d'Haïti n'est pas que physiologique et matériel, c'est-à-dire des besoins alimentaires par exemple à satisfaire, des biens abîmés ou détruits qu'on peut réparer ou reconstruire en peu de temps à coup d'injection massive d'argent. Il y a un coût anthropologique important à assumer, surtout d'ordre psychologique, moral et civique, tout en sachant aussi que tout déni ou toute précipitation est de nature à compromettre toute entreprise matérielle.

On a besoin de faire régner l'ordre et la discipline dans la cité, de travailler à l'instruction et à la moralité du citoyen, de lutter contre la corruption et l'impunité. L'État doit être debout sur ses deux pieds : d'une part, des institutions régaliennes bien gérées par un gouvernement dont l'efficacité se mesure à l'aune d'une triple performance en termes de fiscalité, d'investissement et de coopération ; d'autre part, un espace citoyen bien structuré et fort, porteur d'un projet social de construction du pays dont les grands chantiers légitimés sont imposables à tout gouvernement successif dans une démarche de continuité de l'État. Dans l'exercice de leurs prérogatives, ces deux piliers doivent être guidés par les principes de droit, de justice et d'équité.

Enfin, il y a le rôle important du citoyen lui-même, en particulier de chaque citoyen instruit du pays. Dans ce cas, le mieux est de partager avec vous ma propre expérience. J'ai voyagé dans quelques pays. J'ai vu combien le développement est resplendissant, imposant et vigoureux comme un poulain sauvage dans la prairie. À chaque fois, je suis rentré chez moi avec la tête pleine d'idées et le désir d'intégrer certains aspects dans ma communauté, tout en ayant soin de les apprivoiser et de les adapter pour minimiser les effets pervers. J'ai contribué à donner un autre élan à Vallue, ma communauté natale, mais qui aurait pu être aujourd'hui, après 38 ans, encore plus avancée si seulement 20% au moins d'autres Haïtiens instruits avaient adopté la même démarche et en avaient fait la voie du développement durable de leur propre commune ou village. Ce qui aurait favorisé le décollage d'Haïti et, sans doute, aurait permis avec d'autres actions tant de créer un cercle vertueux que d'éviter cette autre occupation qui est vraiment de trop. « Nous avons osé être libres, osons l'être par nous-mêmes et pour nous-mêmes ».

Abner Septembre
Centre Banyen Jardin Labo
@ Vallue, 28 Juin 2024

Une carte blanche pour les masques noirs



Un bataillon de 400 policiers kenyans est arrivé en Haïti le 25 juin pour lancer la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS), concoctée et financée par Washington.



Les troupes de la MINUSTAH, qui ont occupé Haïti de 2004 à 2017, bénéficiaient du même accord SOFA que les policiers kenyans aujourd'hui : une immunité totale pour tout crime qu'ils pourraient commettre.

Par Kim Ives

La bataille entre les troupes kenyanes et le peuple haïtien est sur le point de commencer

Sous les auspices et au siège du ministère des Affaires coloniales de Washington, également connu sous le nom d'Organisation des États américains (OEA), Gandy Thomas, ambassadeur par intérim d'Haïti auprès de l'OEA, et Lazarus O. Amayo, ambassadeur du Kenya aux États-Unis, le vendredi 21 juin 2024, ont signé un Accord sur le statut des forces (SOFA), qui définit les paramètres de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS). Les officiers kenyans se feront passer pour les commandants du MMSS, même s'ils suivent en réalité les ordres et les directives de leur sponsor, Washington.

L'objectif principal du SOFA est de protéger la force mandatée par les États-Unis de toute poursuite pour les crimes qu'elle commettra très sûrement dans les prochains jours, alors qu'elle tente d'étouffer la résistance haïtienne à son déploiement illégal en Haïti. *« Tous les membres du personnel du MMSS, y compris le personnel recruté localement, bénéficient de l'immunité de juridiction pour tous les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles (y compris leurs paroles et leurs écrits) »*, déclare la SOFA (c'est nous qui soulignons). *« Cette immunité continue d'être en vigueur même lorsqu'ils ne sont plus membres du personnel ou employés de la Mission et après l'expiration des autres dispositions du présent Accord. »*

En d'autres termes, le MMSS pourrait larguer des bombes sur des bidonvilles densément peuplés, mitrailler des manifestants, empoisonner les cours d'eau et les lacs avec des eaux usées et des produits chimiques, ou violer de jeunes garçons et filles haïtiens, pourtant le peuple haïtien ne pourra absolument rien faire à ce sujet... légalement.

Après tout, la disposition d'immunité du MMSS a presque exactement la même formulation que celle de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), qui a fait tout ce qui précède lorsqu'elle a occupé Haïti de 2004 à 2017.

En conséquence, lorsque les troupes népalaises de la MINUSTAH ont laissé négligemment s'écouler leurs eaux usées contaminées par le choléra dans le cours supérieur du fleuve Artibonite à la fin de 2010, l'ONU a d'abord tenté de minimiser et de dissimuler cette négligence criminelle, mais cela a ensuite abouti à une décennie- longue épidémie qui a tué plus de 10 000 Haïtiens et rendu malade près d'un million de personnes.

Les avocats ont demandé réparation pour l'épidémie de choléra, d'abord auprès du système des Nations Unies, puis devant les tribunaux américains, mais ils n'ont abouti à rien. L'« immunité » de l'ONU (les Haïtiens parlent d'« impunité ») a été défendue bec et ongles par les équipes juridiques de Washington.

De même, les troupes brésiliennes qui ont lancé des bombes incendiaires sur Cité Soleil et abattu de nombreux manifestants, ainsi que les troupes sri-lankaises et uruguayennes qui ont violé des enfants, n'ont pas fait l'objet de poursuites en Haïti, comme de nombreux autres crimes commis par les forces de la MINUSTAH.

Pendant ce temps, un bataillon de 400 Kenyans portant des casques blancs a finalement débarqué en Haïti le mardi 25 juin, malgré une ordonnance de la Haute Cour de janvier dernier interdisant leur déploiement. Le contingent kenyan du MMSS devrait finalement compter quelque 1 000 officiers, complétés par des effectifs plus restreints du Bénin, du Tchad, du Sénégal, du Burundi, du Chili, de la Jamaïque, des Bahamas, de la Barbade, de l'Équateur et des Seychelles, pour un total d'environ 2 600.

Le même jour, des milliers de Kényans ont pris d'assaut le Parlement à Nairobi, le dernier moment fort en date depuis des mois de manifestations massives contre la réduction des subventions sur les carburants et les augmentations d'impôts proposées de 2,7 milliards de dollars, tout cela pour que le Kenya puisse continuer à payer les intérêts du FMI pour son écrasement. Une dette de 48 milliards de dollars qu'elle ne pourra jamais rembourser. Des dirigeants de la manifestation ont été enlevés et au moins deux manifestants ont été tués par la police ces derniers jours.

La police kenyane est la plus brutale et la plus corrompue de toute l'Afrique, affirment depuis de nombreuses années de nombreux groupes de défense des droits de l'homme et des rapporteurs spéciaux de l'ONU. Ils dirigent leurs propres escadrons de la mort, et il y a moins d'un an, en juillet 2023, le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'est déclaré « très préoccupé par la violence généralisée et par les allégations de recours inutile ou disproportionné à la force, y compris l'usage d'armes à feu ». , par la police lors de manifestations au Kenya. Selon les rapports, jusqu'à 23 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées lors des manifestations de la semaine dernière.»

D'autres documents régissant le MMSS, comme la Conception des opérations (CONOPS) et les Règles d'engagement, n'ont toujours pas été publiés, bien qu'ils soient finalisés. *« Ils essaient de garder beaucoup de choses secrètes », a déclaré à Haïti Liberté une source anonyme du Bureau des Nations Unies en Haïti (BINUH). «C'est le problème de tout le plan.»*

Alors que les Kenyans arrivaient en Haïti, une opération psychologique a été lancée le 25 juin contre l'alliance Viv Ansanm des comités armés de quartier d'Haïti. Dans un enregistrement audio anonyme diffusé sur les réseaux sociaux haïtiens, un homme affirme que Jimmy « Barbecue » Cherizier avait fui son quartier inférieur de Delmas et s'était caché.

«Je suis stressé, mec», dit l'homme dans l'enregistrement. «J'ai appelé et appelé toute la matinée pour essayer de retrouver le général Barbecue, mais il semble avoir fui le bas Delmas...»

« C'est la voix de quelqu'un qui a diffusé ce message dans le but de déstabiliser l'alliance Viv Ansanm », a déclaré Cherizier à Haïti Liberté interrogé sur l'enregistrement. « En disant que j'avais fui, il essaie de faire fuir les autres gars de Viv Ansanm. C'est un effort pour nous déstabiliser. »

Certains comptes, pour la plupart anonymes, sur les réseaux sociaux, ont suggéré que l'alliance Viv Ansanm se disperserait ou plaiderait pour conclure un accord avec le gouvernement Conille. Dans cette même veine, le quotidien Le Nouvelliste titrait « *Jimmy Chérizier dit Barbecue veut dialoguer* ».

Dans une longue interview le 25 juin avec le journaliste YouTube Ralph Laurent lors son émission très suivie Tanbou Vérité Chérizier a longuement répondu à ces accusations. « *Je dis au peuple haïtien de garder ses forces. Haïti ne restera pas dominé pour toujours. Un jour, le peuple haïtien procédera à sa libération pour qu'Haïti puisse prendre le chemin du développement.*

« Les gens qui ont une formation militaire ou policière savent qu'il n'y a jamais de guerre éternelle. La Russie se bat contre l'Ukraine, mais il y a parfois des négociations et des démarches diplomatiques pour voir comment parvenir à la paix. De la même manière, nous, au Viv Ansanm, sommes des patriotes et des nationalistes qui aiment ce pays, contrairement à ce que pensent certains. On peut toujours dénoncer beaucoup d'erreurs qui ont été commises, des actes qui ont perturbé la société. Et c'est pourquoi je – je n'ai pas besoin que les gens me louent – mais un jour, cette nation connaîtra les sacrifices que j'ai faits pour elle, parce que chaque jour je me bats avec les gars de *Viv Ansanm*, en leur disant : *« si vous voulez faire une révolution, voir le pays se développer, si vous luttez pour améliorer les conditions de vie des plus pauvres, il y a un certain nombre d'actes que vous ne devriez pas commettre. »*

« Certains constateront que ces derniers jours, le rythme des enlèvements a diminué – je ne dis pas que les enlèvements ont cessé – mais c'est le fruit du travail qu'a fait Jimmy Cherizier. Ce n'est ni l'État ni la police qui ont mis en place une structure pour faire reculer les enlèvements. C'est le résultat de notre travail, où nous discutons entre nous au sein de *Viv Ansanm*, et maintenant un certain nombre de choses qui se faisaient autrefois ne le sont plus.

« Maintenant, quand Le Nouvelliste déclare que « Jimmy Cherizier veut dialoguer ». J'ai toujours été ouvert au dialogue. Certains journalistes... disent que nous avons peur... Nous n'avons peur de personne. Nous sommes les enfants de Dessalines... Mais si nous pouvons éviter un bain de sang, nous verrons ce que nous pouvons faire pour l'éviter. Parce que les gens meurent et font trop de victimes dans le pays. Plus nous pouvons nous asseoir et parlons, nous allons nous asseoir et parler.

« Mais Viv Ansanm, en général, et notamment Jimmy Cherizier « Barbecue », n'a pris aucune initiative personnelle pour parler avec qui que ce soit au sein du gouvernement. J'en profite pour dénoncer un certain nombre d'opportunistes, des individus qui veulent un emploi chez [le Premier ministre] Garry Conille, qui font le tour de tous les hôtels en disant qu'ils nous ont rencontrés et que nous les avons envoyés négocier pour nous...

Officiellement, Viv Ansanm, Jimmy Cherizier, n'a engagé aucune négociation avec le gouvernement Conille... Mais nous sommes ouverts au dialogue... Conille pourrait créer une commission qui regrouperait tout le monde : les églises protestantes et catholiques, les vodouisants, la société civile. , les représentants des groupes armés,

suite à la page(16)

L'impérieuse nécessité d'un parti de libération nationale

Par Henriot Dorcent

A ce tournant de notre histoire de peuple ravagé par une crise structurelle imposée par les politiques d'ajustements structurels des institutions de Bretton Wood, nous, progressiste et avant-garde de la lutte pour un changement révolutionnaire, avons l'impérieuse responsabilité de construire un outil de lutte, un parti révolutionnaire de libération nationale, d'orientation marxiste-léniniste, la seule voie pour un véritable changement des conditions de vie des masses populaires Haytiennes avec un programme de nationalisation des banques et des entreprises de l'état livrées aux bourgeois dans le cadre de l'application de la politique néo-libérale de privatisation entamée sous la présidence de Jean Claude Duvalier, pour réformer la gouvernance et combattre la corruption dans l'administration publique, reformer le système éducatif Haytien, renforcer et réorganiser les coopératives de production, faciliter l'accès de paysans au système de micro-crédit a travers les caisses populaires et atteindre l'auto-suffisance alimentaire, assurer la sécurité nationale de notre espace terrestre, maritime, et aérien.

Nous devons démasquer les opportunistes de tout poil pour l'unification réelle des progressistes évitant la division dans nos rangs, et mieux combattre les diversions de l'impérialisme. Nous devons être pro-actifs et proposer une alternative Haytienne à la crise politique et économique basée sur la relance de la production nationale dans le cadre d'une nationalisation de toutes les superficies cultivables du pays et les redistribuer aux coopératives de production agricole.

Les masses populaires ne peuvent espérer aucun changement découlant des politiciens restavèk de l'impérialisme. Le pays ne retrouvera sa souveraineté qu'en renversant ces gouvernements imposés par l'impérialisme que ce soit par la formule dite de la CARICOM, que ce soit par des élections bidons.

Les progressistes n'ont d'autre choix que d'organiser les masses populaires de toutes les 565 sections communales sur l'ensemble du territoire national, pour matérialiser la participation citoyenne dans le processus de développement national.

Nous devons combattre les plans politiques et économiques des États-Unis pour Hayti. Nous avons pour devoir de faire la révolution, nous aurons besoin certes de la coopération des pays du sud global qui respectent le droit du peuple Haytien à l'autodétermination.

Nous devons combattre le conseil présidentiel de la transition avec le gouvernement de Garry Conille qui cherche a normaliser la situation catastrophique du pays pour une nouvelle version du PHTK 5ème édition.

Combattons jusqu'au dernier soupir pour l'indépendance de notre pays, nous avons osé être libre, osons l'être par nous même et pour nous même disait Jean Jacques Dessalines le grand. Rejetons avec détermination et conviction la domination impérialiste; organisons-nous pour porter le coup fatal au système de domination impériale moribonde.

Finissons avec les ONG politiques et les centres de recherche financés par les instances de la CIA (NED et IRI) et les grandes fondations des multinationales.

Engageons-nous à organiser les masses populaires, les universitaires, les étudiants, les ouvriers et les paysans pauvres et toutes les couches prolétariennes de la population pour une grande mobilisation des masses pour un changement radical; la mobilisation populaire est le seul remède à l'exploitation bourgeoise, à l'arrogance macoute, à la corruption dans l'administration publique et aux défis du grand banditisme programmé par les pompiers pyromanes de l'impérialisme.

LIBERTE OU LA MORT! LA PATRIE OU LA MORT!

Orijin lang Ayisyen an



Nan lane 1492, lè Kristòf Kolon te debake nan peyi Ayiti ak twa karavèl li yo, se Endyen sèlman ki t ap viv sou tè a. Yo te konn pale Tayino ak Karayib. Kolon ak tout zenglendo l yo te piye tout richès, tout lò pèp Endyen an, maltrete yo, masakre yo, fè chen devore yo, touye yo tankou mouch. Malgre rezistans Endyen yo pandan katòz lane (1492-1506) yo te pèdi lagè a. Kokon te rive mete yo nan lesklavaj, fè yo travay fòse. Represyon sa yo te vin redui 2 milyon Endyen ak 60 mil. Lang Endyen an tou, te vin mouri ak pèp Endyen yo, sitou lang lan pat gentan ekri. Se kèk mo sèlman ki rete vivan toujou nan lang lan tankou: Mabouya, Anana, Ayiti, Boyo, Ana, elt.

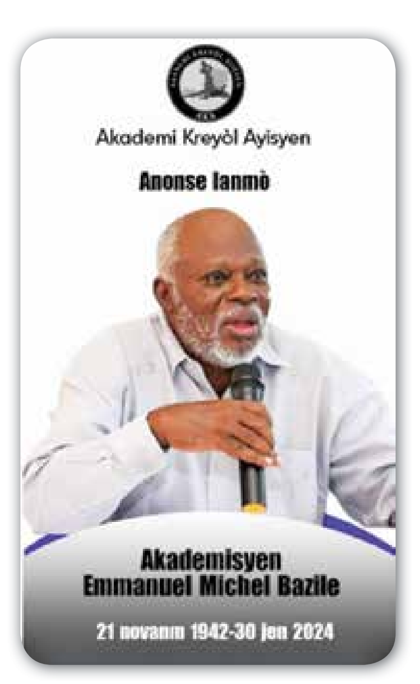
Nan lane 1517, Panyòl yo pat gen ase esklav endyen pou kontinye travay min Koloni Sendomeng yo, yo t al pran 15.000 nèg an Afrik pou ranplase Endyen yo ki te fin mouri. Nan lane 1697, menm aprè trete Ryswick la Espay bay Lafrans peyi a, konsa Lafrans vin antre nan piyay la tou. Fransè yo te kontinye ale an Afrik ranmase nèg tankou fatra, mare yo tankou krab pou yo vin bourike, osèvis Metwopòl la, Lafrans. Peyi Endyen an te tounen yon veritab izin agrikòl kote lavi nèg Afriken pat vo anyen pou kolon blan yo.

Nèg sa yo te soti nan diferan tribi an Afrik, yo pat pale menm lang. Kolon yo te divize esklav yo, pou yo pat janm gen rapò ant yo, men kondisyon lavi yo te sètoblije revòlte yo, paske kolon yo te konsidere yo tankou yon bèt, yon machandiz. Yo vann yo lè yo vle ak lòt kolon, tankou boujwazi Ayisyen an te konn ap vann malere pou al koupe kann nan batey Sendomeng.

Esklav yo pat kapab tolere soufrans ak imilyasyon sa yo, se poutètsa yo te reziste, goumen kont lesklavaj la. Men pou yo te rann goumen an pi efikas, yo te bije solidarize yo, kominike ant yo, yo te danse, chante, bat tanbou. Se nan objektif sa a, yo te akouche lang kreyòl la, se lang sa a: "Grenadye alaso, sa ki mouri zafè a yo"! :"Koupe tèt, boule kay!" Se nan lang sa a, esklav yo te rasanble nan Bwa Kayiman ak Boukmann . Yo te fè Vètyè, goumen tètkale ak lame Napoleon an pou yo te fòme premye peyi nèg lib, endepandan sou latè. Se lang revolisyonè sa a, pèp Ayisyen kontinye ap pale malgre lokipasyon ak dominasyon lot peyi enperyalis yo sou do peyi Ayiti.

Istwa lang kreyòl la se istwa esklav yo kont mèt bitasyon yo, se istwa rezistans pèp Ayisyen an kont lesplwatasyon, kont lesklavaj, se istwa pèp Ayisyen an kont dominasyon peyi enperyalis yo.

Akademisyen Emmanuel Michel Bazile mouri !



Akademi Kreyòl Ayisyen an (AKA) ap anonse lanmò Emmanuel Michel Bazile, li te youn nan 33 premye manm "Akademi Kreyòl Ayisyen an". AKA eksprime gwo tristès li pou kokenn pèt sa a Akademi an pap janm bouke pale pou angajman Bazile pran nan pwomosyon ak amelyore lang kreyòl la.

Emmanuel Bazile te fèt 21 novanm 1942 nan komin Sen Lwi dinò, depatman Nòdwès (Ayiti). Li te etidye lengwistik nan Fakilte Lengwistik Aplike an 1978. Li te genyen tou yon metriz nan lengwistik nan Inivèsite Aix-Marseille I an 1989. Pandan karyè li, li te patisipe nan plizyè piblikasyon ki gen rapò ak edikasyon ak pwomosyon kreyòl ayisyen an

Se Ministè Edikasyon Nasyonal ak Fòmasyon Pwofesyonèl (MENFP), ki te rekòmande Bazile kòm akademisyen pou mete aksan sou enpòtans ak enfliyans li nan domèn edikasyon ak lengwistik an Ayiti.

Akademisyen Emmanuel Michel Bazile mouri dimanch 30 jen 2024, li te genyen 82 lane. Se yon maladi ki pote l ale vit konsa.

Le néofascisme progresse dans le monde d'aujourd'hui

Par Narciso Isa Condé

Le fantôme raciste qui, avec les anciens esprits de la xénophobie, du chauvinisme, du machisme patriarcal, de l'homophobie et de toutes sortes de discriminations cooptés par le grand capital et le pire des dominateurs actuels du monde, pour nourrir le néo-fascisme en vogue. .. Ils parcourent la planète au rythme du déclin de la civilisation bourgeoise et de l'impérialisme occidental.

En Europe, le néofascisme raciste a remporté des victoires éclatantes.

Au cours de son voyage à travers diverses régions de Notre Amérique, ce fantôme imprésentable a réalisé d'importantes réalisations dans des pays susceptibles d'être influencés par un colonialisme suprémaciste blanc renouvelé.

Ces derniers jours, alors que le déploiement continuiste-réélectoral de la formule préférée en République Dominicaine par le gouvernement profond des États-Unis a été consommé, ce fantôme s'est arrêté à Saint-Domingue pour saluer la croisade ultra-conservatrice parrainée par le président Luis Abinader et s'engager aux côtés de Zelensky et avec l'OTAN, dans le mammouth de Lucerne.

Cette croisade a franchi un pas de qualité nuisible avec la promotion ingénieuse d'un spot télévisé qui présente au pays et au monde une identité nationale « pure souche », tentant ainsi de dissimuler la réalité historique et de cacher la vérité sur la formation de l'identité dominicaine, cachant ses racines afro-descendantes.

Sa devise principale est la suivante : Dominicains de sang pur !... donc ils le savent !

Extermination autochtone et entrelacement des souches

La population aborigène a été exterminée par les génocides espagnols successifs en raison de l'esclavage cruel et de diverses maladies importées d'Europe. Exterminé jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul des habitants originaux de cette île, comme cela s'est produit dans toute la Caraïbe insulaire !

Depuis lors, un ensemble de souches, mélangées ou croisées, ont commencé à prévaloir : les espagnols avec les aborigènes, les noirs avec les espagnols et les aborigènes, les blancs purs, les noirs purs et les métis ou « mulâtres ».

Plus tard, des Arabes, des Italiens, des Allemands chinois, des Juifs, des Japonais, des Portoricains, des Français, des Noirs antillais, des Russes sont arrivés et ils se sont également mélangés.

Les souches autochtones, qui étaient nombreuses, n'enregistraient leur ADN qu'à un faible pourcentage.

Bref, de nombreuses souches et de nombreux entrelacs. Rien d'une seule souche caractérisée par sa pureté. Plutôt un bel arc-en-ciel d'êtres humains.

Une combinaison de différents phénotypes soutenus par une culture colonialiste qui imposait la suprématie blanche raciste, niant la souche noire et toute influence culturelle africaine,

Nous sommes d'origine africaine et la culture raciste insiste pour le nier.

Le blanchiment et l'auto-blanchiment artificiel-imaginaire des noirs et des mulâtres se déploient avant tout face à la république noire d'Haïti ; Son peuple rebelle fut cruellement puni par les empires européen et nord-américain. Ils ne lui pardonnent pas sa révolution anti-esclavagiste et son indépendance en 1804 !*

Le blanchiment mental illusionniste, inculqué à une partie du peuple composée de différents types humains mêlés et combinés, implique l'aliénation de se croire blanc sans l'être... car dans la culture raciste, le blanc est supérieur au noir, aux autochtones et aux tout le reste...



Rafael Leónidas Trujillo Molina (24 October 1891 – 30 May 1961), était un « mulâtre » comme ses frères Negro Trujillo, Petán Trujillo, Pipí Trujillo... Sa mère, Julia Molina Chevalier, était d'origine haïtienne, par l'intermédiaire des Chevaliers.

C'est le produit du racisme espagnol renforcé par le racisme américain comme l'une des idéologies de discrimination.

De là vient la promotion officielle abondante et coûteuse, scellée et financée par la présidence de la république, avec celle des « Dominicains de sang pur » ; capturé dans le spot cinématographique susmentionné, techniquement très bien conçu et artistiquement préparé, qui nous présente comme une pure souche d'identité nationale, qui n'a vraiment rien à voir avec le fait d'être dominicain.

Ce spot nie ce que nous sommes, cache la composante noire de notre identité, a un fond raciste et se déploie face au conflit dominicain-haïtien ; fabriqué à partir du racisme anti-haïtien, avec l'aide de pseudo-nationalismes des deux côtés.

Dans ce document, les symboles nationaux, drapeau, bouclier, héros et héroïnes, sont manipulés dans la logique de cette fausse identité dominicaine de « pure souche » ; c'est-à-dire d'une souche dénuée de noirceur, qui est une partie indissociable de qui nous sommes et la source d'un beau syncrétisme culturel.

Ce spot s'inspire des mêmes idées que toutes les expressions folkloriques de la culture noire africaine ; bon nombre d'entre eux sont blancs d'esprit et de cœur, et noirs et bruns de peau.

Le président de la république s'est prêté à ce crime culturel, dans le cadre de sa compétition ultra-conservatrice obstinée avec la soi-disant opposition, dans laquelle chacun veut s'afficher comme le champion de la haine contre Haïti, comme une république noire. , une espèce d'un morceau d'Afrique dans Notre Amérique. Une haine, en somme, procolonialiste et profondément raciste.

Cette promotion raciste est une composante d'un crime culturel d'un coût élevé et d'une grande perversité, intensément assumé par la classe dirigeante dominante dominicaine.

Il faut dire qu'elle existe bel et bien dans le sous-continent latino-caribéen. Une société qui a une population majoritaire de diverses souches noires, en apparence une, culturellement très africaine, avec sa propre langue, est haïtienne ; bien que partiellement et limitément mixte. Même dans ce cas, il n'est pas valable de parler de pureté.

Dans d'autres pays du continent, il existe des sociétés dans lesquelles les Blancs prédominent et ne sont pas exactement de souche pure, et il y a celles à majorité autochtone, qui ne sont pas de souches diverses.

Être noir, ou toute autre couleur, n'annule pas la seule « tension » qui nous unifie dans le monde : nous sommes tous l'humanité et comme le disait Martí : la patrie, c'est l'humanité !

Ils veulent ignorer tout cela de l'ignorance et de la maladresse superflue générées par un racisme suprêmement blanc, injecté dans la classe dominante dominicaine par la culture néocoloniale des puissances impérialistes blanches, qui ne cessent de mépriser les populations de leurs dépendances néocoloniales. avec des populations de différentes couleurs et d'autres cultures.**

Il est dommage pour notre pays que les organisations qui composent le système partisan du régime électoral (à l'exception des petites organisations progressistes ou de gauche) et bien d'autres entités, adhèrent avec passion à l'idéologie raciste anti-haïtienne et imprègnent la compétition politique de ces idées néfastes et d'un faux ultranationalisme trempé de xénophobie ; sans considérer ses conséquences désastreuses pour la préservation de notre identité en tant que peuple et le rétablissement vital de la souveraineté en tant que nation contre les puissances impérialistes.

Cela vaut la peine de le dire avec force : nous sommes des Dominicains de diverses souches et il convient de les défendre tous dans leurs justes valeurs, pour qu'ils le sachent.

Rôle raciste-criminel de la tyrannie trujillista et de ses héritiers

Le fantôme du tyran Trujillo n'a pas quitté le Palais du Gouvernement de la République Dominicaine, sauf lorsqu'il en a été expulsé éphémèrement à l'initiative de Juan Bosch (1963) et par la Révolution Démocratique et Populaire de 1965.***

Trujillo était un **** « mulâtre » comme ses frères Negro Trujillo, Petán Trujillo, Pipí Trujillo... Sa mère, Julia Molina Chevalier, était d'origine haïtienne, par l'intermédiaire des Chevaliers.

Mais Trujillo, «Le Patron», le «Généralissime», s'est blanchi le visage avec de la crème perlée et a rougi ses joues, on ne sait avec quoi.

Il s'habille avec élégance, en concurrence ouverte avec les blancs et les riches de la capitale.

Le soi-disant chef se croyait de « pure souche », sans pour autant en être un. Bien sûr, juste pour que vous le sachiez, il se croyait de souche blanche.

En tant que raciste hispanophile, il a nié son origine et s'est fier d'être un homme blanc de « première classe », étant un mulâtre « vaniteux et « de comparaison » de diverses souches, méprisé par la « classe aristocratique hautaine ».

Sélectionné par les gringos (intervention 1916-24) comme chef militaire, il s'est révélé être un tyran très cruel, avec une mentalité conservatrice-colonialiste***.

Accroché à la suprématie blanche, il détestait les Noirs, notamment les Haïtiens ou les personnes d'origine haïtienne. Souvenons-nous du massacre de 1937 et de ce lieu impératif pour les identifier et les tuer : «dites persil» ! , une phrase que les Haïtiens prononcent mal.

L'un de ses efforts a été d'effacer le phénotype noir de la carte d'identité, pour renforcer l'idée d'une identité dominicaine étrangère à notre précieuse ascendance afro.

Ensuite, le tyran a ordonné ou dicté d'inclure dans les données de la carte d'identité la possibilité de se déclarer « Indien » **, « Indien clair » et « Indien foncé », pour évincer progressivement les noirs ou « mulâtres » du document officiel » ; incidemment, il a demandé aux fonctionnaires de persuader les personnes à la peau foncée d'adopter l'une des trois variantes de l'« Indien ».

Contrairement aux dirigeants racistes des pays à population aborigène, Trujillo n'hésitait pas à attribuer aux Dominicains « de couleur » la condition d'« Indiens », puisque tous les aborigènes avaient payé de la mort leur culpabilité d'être « Indiens », sans avoir de « lumière » ou des noms de famille « sombres ».

Rappelons également que les conquérants et les colonisateurs tentèrent de gagner les Indes orientales et rencontrèrent ce qu'ils appelèrent plus tard l'Amérique et, avant cela, les « Antilles » ; se contenter d'exterminer tous les peuples caribéens et de tuer 70 millions d'»Indiens» d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, empêchés de les exterminer complètement par l'héroïsme et la résistance des Aztèques, Mayas, Incas, Mapuches, Quechuas, Aymaras, Chapini, Miskito, Cuna et catrachos...

Trujillo a tué 20 000 Haïtiens, sous-produit de l'influence du fascisme nazi et surtout du racisme impérial européen, qui, depuis le début de la colonisation, a réduit en esclavage des centaines de milliers de noirs amenés d'Afrique et les a tués sur des tas, sans pouvoir pour l'exterminer; et non par la Grâce du Dieu du Vatican, mais par la résistance héroïque de la noirceur haïtienne et latino-caribéenne.

Trujillo était également un prédateur sexuel doté d'un machisme aberrant.

Dans notre pays, l'intention colonialiste de prolonger la suprématie blanche et son affichage persistant de racisme sont toujours vivants, commettant de nouvelles violations, au nom de la défense d'un faux dominicainisme néo-annexionniste, très similaire à celui de Pedro Santana et Buenaventura Báez.

Parallèlement, le fondamentalisme religieux et la classe dirigeante s'approprient avec une nouvelle vigueur l'idéologie patriarcale sexiste, qui a eu une forte influence tout au long de notre histoire.

L'idéologie raciste a été promue par Trujillo et son héritier Balaguer***** ; tandis que dans ce présent critique pour la domination impérialiste américaine, ses remplaçants dans le système des partis (PRM, PLD, PRSC, PRD, FP, FNP, PQD, BIS...), et tout au long de l'orbite politique corrompue, embrassent l'antiracisme haïtien avec une passion renouvelée : compter sur le précieux soutien des élites économiques créoles et étrangères, et sur son énorme pouvoir médiatique.

Abinader mène cette croisade depuis l'État dominicain, et parmi ses contributions malveillantes et sophistiquées à la vaste semence d'une fausse identité dominicaine, il y a cette ressource publicitaire de haute qualité professionnelle et de perversité trop cachée: le spot « *Dominicanos de pura cepa »*, pour qu'ils sachent !

Auparavant, au siècle dernier et jusqu'à présent, il était dirigé par les présidents Trujillo, Balaguer, Leonel Fernández et Danilo Medina.

Une humanité de nombreuses couleurs et combinaisons de nuances et de cultures.

Pour que vous le sachiez clairement, je vous le dis maintenant : ni les aborigènes, ni les esclaves noirs, ni les conquistadors blancs, ni les gringos blonds ne sont de « pure souche ».

Cette « pure souche »... est une invention « vagabonde » perfide et dangereuse de publicistes et de commerçants talentueux sympathisant avec l'anti-haïtien, ou offrant simplement leur production créative commercialisée à des interlocuteurs engagés dans la croisade actuelle contre Haïti, tous de divers ordres ; souches et de la même inspiration néo-nazie.

Oui, on le sait : les aborigènes des Caraïbes et ceux de cette île étaient de diverses souches : Siboneyes, Igneries, Taínos et Caribs. De plusieurs souches et phénotypes similaires, très éloignés des blancs européens.

Tous – je le répète – exterminés par les conquérants et colonisateurs espagnols, anglais et français ; tous des Européens blancs, mais de souches différentes et de la même cruauté.

Les colonialistes portugais se sont joints à l'holocauste aborigène du reste de Notre Amérique, avec un bilan de 70 millions de morts.

Les Européens et les Américains ont fait – et font – quelque chose de similaire en Afrique et aux États-Unis. Conquêtes et colonisations sanglantes. Tout cela pour garantir la suprématie blanche sous de nombreux aspects et une appropriation criminelle d'énormes richesses.

Les noirs chassés en Afrique, amenés enchaînés dans les trois Amériques et dans les îles insulaires des Caraïbes, réduits en esclavage et surexploités dans ces « Antilles », n'étaient pas non plus de pure souche. Ils provenaient de plusieurs souches, enracinées dans de nombreuses tribus africaines, avec des phénotypes similaires, mais pas identiques. Tous traités avec la même cruauté par les différents empires blancs.

Deux holocaustes noirs sur deux continents, tous deux perpétrés par des Blancs d'origines différentes.

La même chose s'est produite en Asie, en Australie et en Océanie, ce qui a donné naissance à une planète peuplée d'innombrables souches ; fruit de ces réalités et de migrations multiples et constantes.

Il existe donc une population planétaire issue de nombreux mélanges « raciaux » et de nombreux croisements entre blancs, noirs, aborigènes divers, indiens des Indes orientales, asiatiques (chinois, coréens, vietnamiens, thaïlandais, cambodgiens, tibétains...), mongols, Esquimaux et aborigènes australiens.

Mais il s'avère que les Blancs qui nous ont «découverts» alors que nous existions déjà, parce qu'ils avaient plus de pouvoir destructeur, de meilleures armes et plus de capacité à exploiter et à thésauriser les richesses, se considéraient comme une «race supérieure» tous les autres êtres humains ; et ils se croyaient être de « pure souche » ; considérant les noirs, les « Indiens », les jaunes et les mulâtres comme inférieurs ; aptes - selon leurs critères colonisateurs - à être dominés, opprimés et maltraités.

C'est ainsi que l'humanité a été façonnée au fil des siècles.

Une humanité sans souche pure et sans nations ni nationalités, ni identités aux souches uniques.

Une humanité avec un arc-enciel de souches « intermiliées », en proie à la voracité capitaliste.

Quisqueya******* est un exemple fiable de cette diversité globale, très intense dans ce qu'on appelle le tiers-monde.

Quisqueya est un exemple spécifique de cette diversité mondiale. Mais ensuite, il y a eu ceux qui, sous le manteau protecteur présidentiel, nourris par beaucoup d'anti-haïtien et d'argent abondant, ont décidé d'inventer une dominicainité « pure souche » et de l'utiliser comme publicité de haut calibre, avec une diffusion abondante et subliminale raciste, contre Haïti et sa noirceur stigmatisée.

Quelques conclusions :

La reconfiguration du fascisme au XXIe siècle avance dangereusement, soutenue fondamentalement par les idéologies racistes, par l'idéologie patriarcale sexiste avec tous ses dérivés, par l'intensification de la xénophobie et de la haine contre les avalanches de migrants provoquées par les pillages impérialistes, l'ultranationalisme et toutes sortes de conservatisme.

suite à la page(16)

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Matthew Miller porte-parole du Département d'Etat américain

Par Catherine Charlemagne

(11e partie)

L'arrivée du premier contingent de policiers kenyans dans le pays, le mardi 25 juin 2024, préfigurant le début du déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS), nous donne l'occasion de reprendre la diffusion de ce feuilleton jusqu'à son épilogue.

Le vendredi 26 janvier 2024, on apprenait qu'un ancien Condominium Britanniques dans les Caraïbes, Bélize, se préparait à former une cinquantaine de soldats sur un effectif total de 1000 hommes que compte l'armée de ce petit Etat, dans le cadre la Mission multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS). Ce sont des soldats de la Force de Défense du Belize (BDF). Ils sont formés par des militaires canadiens envoyés à Belize pour cette mission. Selon le ministre de la Défense nationale de ce petit territoire insulaire, Oscar Mira, « *Pour s'assurer que nos soldats soient prêts à être déployés nous faisons de la formation à Belize. Nous avons des forces canadiennes ici, dans le pays, qui donnent cette formation. Nous avons une liste de cinquante soldats que nous entraînerons davantage afin d'avoir un pool d'officiers de la BDF qui pourra être déployé en Haïti. (…) Il n'y a pas encore eu de décision quant au déploiement en Haïti. Nous voulons nous assurer que nos soldats qui seront déployés sont bien préparés et ont tout ce dont ils ont besoin quand la décision sera prise* ».. Toujours ce même vendredi 26 janvier 2024, comme c'était prévu, le Kenya revenait dans l'actualité haïtienne.

La question du déploiement des forces kenyanes en Haïti faisait la « *Une* » des médias du pays sur la décision de la Haute Cour de Nairobi. En effet, attendue comme la terre sèche qui attendait la pluie, la nouvelle est tombée comme un coup de butoir pour le Président William Ruto, impatient lui de voir la couleur des billets de la monnaie de Washington pour cette opération dont son pays assure la sous-traitance. En effet, le juge à la Haute cour de justice, Enock Chacha Mwita avait décidé que « *Le Conseil national de sécurité n'a pas mandat pour déployer des agents de la police nationale hors du Kenya. Toute autre mesure où mesure prise par un organe ou un fonctionnaire de l'État pour promouvoir une telle décision, contrevient à la Constitution et à la loi et est donc inconstitutionnelle, illégale et invalide. En vertu de la loi kényane, les autorités ne peuvent déployer des officiers à l'étranger que si un accord de réciprocité était en place avec le gouvernement hôte* ».

Mais, le dossier est encore loin d'être clos et le conflit entre les deux Pouvoirs - exécutif et judiciaire - ne faisait que commencer. Si l'opposition, à travers la justice, avait marqué un deuxième point sur le gouvernement en remportant une victoire décisive, elle est pour le moins provisoire dans la mesure où le Président William Ruto n'avait pas dit son dernier mot sur le dossier. Le jour même, dès la proclamation du verdict du juge Mwita, la présidence kenyane a réagi par le biais de son porte-parole Isaac Maigua Mwaura. Celui-ci, en effet, avait déclaré dans la presse que le gouvernement n'avait pas l'intention de s'arrêter à ce chemin et qu'il entendait poursuivre le processus du déploiement des policiers kenyans en Haïti. Pour les autorités politiques du Kenya, il était hors de question d'accepter ce verdict même si elles n'entendaient pas passer outre de la décision du juge.

« *Bien que le Gouvernement respecte l'État de droit, nous avons néanmoins décidé de contester immédiatement le verdict de la Haute Cour. Le Gouvernement Kényan entend épuiser tous les recours juridiques à sa disposition pour obtenir gain de cause. Le Gouvernement réitère son engagement à honorer ses obligations internationales en tant que membre de la Communauté des nations (…) Le Kenya a un bilan exceptionnel en matière de contribution aux missions de maintien de la Paix au niveau international dans des pays tels que : Soudan du Sud, Namibie, Croatie, Libéria, Sierra Leone, entre autres* » soutenait le porte-parole du gouvernement kenyan publié sur le compte officiel X du gouvernement le vendredi 26 janvier 2024.

Justement, le même jour *The Star* qui suit de près ce dossier, dans son édition datée du 17 janvier 2024, avait indiqué que la formation des policiers devant être déployés en Haïti était terminée et que ces derniers n'attendaient que le feu vert des autorités qui, elles, attendaient la décision de la Haute cour de justice. D'après le journal qui citait une source gouvernementale gardant l'anonymat « *Les équipes de l'Unité de déploiement rapide, de l'Unité anti-vol, de l'Unité des services généraux et de l'Unité de patrouille frontalière ont terminé leur formation le 4 janvier 2024. Les responsables ont indiqué que le groupe avait été invité à prendre un bref repos et à attendre la décision du tribunal sur son déploiement. L'équipe est maintenant prête à être déployée après une formation rigoureuse* » concluait *The Star.* Après le verdict de la Haute cour de justice de Nairobi contre l'envoi des troupes kenyanes de l'autre bout d'Afrique, ce ne sont pas les autorités haïtiennes qui ont réagi en premier.

Comme il fallait s'y attendre, ce sont celles de Washington qui avaient fait connaître leur avis à la place de Port-au-Prince. Tout d'abord, le Département d'Etat américain, à travers son porte-parole, Matthew Miller, déclarait le lendemain samedi 27 janvier 2024 que « *L'engagement des États-Unis envers le peuple haïtien reste inébranlable. Nous réaffirmons notre soutien aux efforts internationaux en cours pour déployer une Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité en Haïti, comme demandé par Haïti et autorisé par la résolution 2699 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, et renouvelons nos appels à la Communauté internationale pour qu'elle fournisse de toute urgence un soutien à cette mission. Les États-Unis reconnaissent la décision de la Haute cour de la République du Kenya concernant le déploiement de la police kenyane à l'appui de la MMSS en Haïti et l'intention déclarée du gouvernement du Kenya de contester cette décision.*

Il est urgent que la Communauté internationale réponde aux niveaux sans précédent de violence des gangs et aux forces déstabilisatrices qui s'attaquent au peuple haïtien. Dans le même temps, nous appelons au rétablissement de l'ordre démocratique grâce à un processus politique inclusif en Haïti. Nous continuons d'exhorter les parties prenantes haïtiennes à parvenir à un consensus sur le partage du pouvoir et une gouvernance inclusive. La seule voie légitime vers une Paix et une stabilité à long terme passe par des élections libres et équitables. » De son côté, le chargé d'Affaires des Etats-Unis à Port-au-Prince, Eric Stromayer, se faisant le porte-parole du gouvernement haïtien qui, sans doute, ne s'attendait pas à une réponse négative des autorités judiciaires du Kenya et donc restait muré dans un silence qui en dit long sur le choc inattendu, avait réagi ainsi le 28 janvier 2024 dans un message audio sur le Site de l'ambassade. « *Comme beaucoup d'entre vous, nous avons lu ce matin la décision du tribunal de la République du Kenya concernant le déploiement des policiers kenyans dans le cadre de la Mission Multinationale de Support à la Sécurité en Haïti.*

Nous avons vu également la déclaration du gouvernement du Kenya indiquant sa volonté de contester cette décision. Les USA vont continuer de supporter les efforts internationaux qui se font actuellement pour former une Mission Multinationale de Soutien en faveur d'Haïti autorisée par la Résolution 2699 du Conseil de sécurité de l'ONU. Comme l'a souligné la résolution 2699, le support international à la PNH est essentiel pour combattre les bandits et rétablir la sécurité en Haïti. Nous continuons d'encourager la Communauté internationale pour qu'elle supporte le MMSS. Les USA félicitent les pays qui, publiquement ou en privé, ont confirmé l'engagement de leurs ressources comme Antigua, les Bahamas, la France et la Jamaïque. (…) Les USA vont continuer de supporter les efforts internationaux qui ont cours actuellement pour former une mission multinationale de support à la sécurité pour Haïti. La communauté internationale doit donner un support en urgence pour la sécurité et la stabilité pour le peuple haïtien. Ensemble, nous devons combattre la violence qui empêche à Haïti d'avancer et garantir la paix et la sécurité pour tout le monde. » **Quant au Secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires de l'hémisphère occidental, Brian Nichol's, il n'a pas été trop bavard sur cette décision.**

Il s'était contenté de dire que « *Les États-Unis restent engagés dans le déploiement d'une mission multinationale de soutien à la sécurité.* » **A noter que le Secrétaire du cabinet des Affaires Etrangères et de la diaspora kenyane, Musalia Mudavadi, qui était en visite à Pékin en Chine ce même vendredi 26 janvier 2024 s'était entretenu avec son homologue chinois, Wang Yi, sur la situation haïtienne et le processus de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti et bien évidemment était revenu sur la décision de la Haute cour de justice kenyane relative à cette mission.** « *Il a été convenu que la Chine continuerait à soutenir la mission en Haïti ainsi que d'autres initiatives de consolidation de la Paix en Afrique, où le Kenya joue un rôle de premier plan* » avait déclaré dans un communiqué Musalia Mudavadi depuis Pékin ce vendredi 26 janvier. Finalement, quarante-huit heures après la décision du juge Enock Chacha Mwita, les autorités haïtiennes s'étaient enfin réveillées de leur profond sommeil et avaient retrouvé leurs esprits.

Ainsi, le dimanche 28 janvier 2024, quasiment après tous leurs partenaires dans ce feuilleton kenyan, par le truchement du ministère de la Culture et de la Communication, elles avaient émis un communiqué dans lequel elles disaient en gros ne pas perdre espoir que le gouvernement du Kenya trouvera un dénouement positif rapidement à ce dossier. « Le gouvernement de la République d'Haïti suit l'évolution du dossier au Kenya et s'attend à un dénouement prompt et positif. Le gouvernement haïtien remercie le Président William Ruto et le peuple kényan d'avoir accepté d'assurer le leadership de la Mission Multinationale de Support à la Sécurité en Haïti (MMSS). Le gouvernement haïtien remercie les nombreux pays qui se sont manifestés pour lui offrir différents types d'aides afin de rétablir l'ordre et la sécurité au plus tôt, selon le vœu de la Résolution 2699 du Conseil de Sécurité. Il remercie également tous ceux qui continueront de se manifester afin d'aider à construire une paix durable en Haïti et nous permettre de renouer avec la démocratie » avait indiqué le communiqué en date du 28 janvier 2024.

Dans la foulée, on apprenait, le mardi 30 janvier, que le Premier ministre de transition, Ariel Henry, avait écrit au Président kenyan, dans le but de mettre au point un « *Accord bilatéral de sécurité*» entre la République d'Haïti et celle du Kenya afin de permettre à Nairobi de se mettre en conformité avec la Constitution kenyane et ce, comme l'avait suggéré dans son réquisitoire le juge Enock Chacha Mwita qui parlait « *D'accord de réciprocité.*» Une démarche qui avait permis au Président William Ruto d'être un peu plus confiant puisque, en marge d'un Sommet italo-africain à Rome, en Italie où il prenait part, le même jour, celui-ci, dans un entretien accordé à l'Agence de presse *Reuters* avait confirmé que les autorités haïtiennes avaient bel et bien sollicité par écrit un Accord bilatéral avec le Kenya depuis plusieurs mois. Répondant à une question sur cette fameuse missive, William Ruto avait déclaré, « *Absolument. Haïti a, en fait, écrit officiellement, pas aujourd'hui, mais il y a plusieurs mois et que le gouvernement travaille à la mise en place d'un Accord de réciprocité avec le gouvernement haïtien afin de débloquer la situation.*

La mission est en bonne voie. Elle pourra donc avoir lieu dès la semaine prochaine, si tous les documents sont remplis entre le Kenya et Haïti dans la logique bilatérale suggérée par le tribunal.» Après ce verdict qui était très attendu par tous, il y a eu beaucoup de réaction de part et d'autre de l'échiquier politique haïtien comme on l'a vu sur le plan international. Certes en Haïti, ce mois de janvier 2024 a été un mois sous haute tension pour le gouvernement qui faisait face à une contestation nationale, sorte d'opération « Pays lock » qu'avait connue le feu Président Jovenel Moïse. Une contestation politique qui avait poussé la Communauté internationale, à travers elle le Core Group, sorte d'association des ambassadeurs étrangers accrédités en Haïti, notamment, les Etats-Unis d'Amérique, de venir à la rescousse d'un Premier ministre au bord du gouffre.

Le samedi 27 janvier 2024, le porte-parole du Département d'Etat américain, Matthew Miller, devait appeler les parties à s'entendre pour un partage du pouvoir et « *A la restauration de l'ordre démocratique par le biais d'un processus politique inclusif en Haïti. Nous continuons d'exhorter les parties prenantes haïtiennes à parvenir à un consensus sur le partage du pouvoir et la gouvernance inclusive. La seule voie légitime vers la paix et la stabilité à long terme passe par des élections libres et équitables* » avançait-il. D'autre part, c'était au tour du Secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires hémisphériques, Brian Nichol's, de jouer sa petite musique en volant au secours d'un Ariel Henry dont, en réalité, les jours à la Primature étaient comptés. « *Nous dénonçons les efforts de ceux qui cherchent à déstabiliser le pays* » estimait Brian Nichol's en guise de soutien au régime en place. Quant au chargé d'Affaires américain à Port-au-Prince, Eric Stromayer, il pensait que c'était le « *moment de penser aux élections* » alors que le pays, comme un seul homme, réclamait le départ de l'équipe au pouvoir, incapable de juguler l'insécurité et de redresser la situation.

« *Nous continuons de lancer un appel en faveur d'un processus politique incluant toutes les personnes en Haïti. Le seul chemin légitime ce sont les élections libres et justes. Kreyòl pale, kreyòl konprann. Notre engagement envers le peuple haïtien reste solide*» **soulignait Stromayer le samedi 27 janvier 2024 dans un communiqué. Mais, malgré ces avalanches de prise de position en faveur du gouvernement,** les acteurs politiques de l'opposition quant à eux s'activaient et s'intéressaient davantage à trouver les moyens de renverser le Premier ministre

suite à la page(16)

André Charlier, Consummate Haitian Intellectual, is Dead 1943-2024

by Kim Ives

André Charlier, a retired teacher, prolific Marxist intellectual, political activist, and esteemed regular columnist at *Haïti Liberté,* died as the result of a freak accident near his home in Queens, NY on Jun. 27 at the age of 80.

He was born on Dec. 19, 1943 to two towering figures of the Haitian Marxist tradition. Etienne Danton Charlier and Ghislaine Rey Charlier were leading figures in two of Haiti's early Communist parties in the 1940s and 1950s – the Popular Socialist Party of Haiti (PSP) and the Party of Popular Understanding (PEP) – as well as the authors of many seminal newspaper articles, pamphlets, and books.

As a result, their son "was a man of letters from the very beginning," niece Vladimir Cybil Charlier and daughter Yamilée McKenzie wrote in their obituary of André. "His parents, both intellectuals and political militants, instilled in him a deep love for reading. This early passion for literature and learning would shape his life's journey."

Charlier hailed from aristocratic families of Haiti's south, sometimes called by North American academics the "mulatto elite." His paternal Charlier side came from Anse-à-Veau/Aquin and his maternal Rey/Garoute side from Jérémie, where he often spent his vacations with his brothers.

He was an excellent student, winning first prize in Haiti's first national competition in Haitian history in 1961. A year later, he received his Baccalaureate (high school diploma) and then traveled to France to earn a BA at the Sorbonne in Political Economy in 1971.

After university, André moved first to Montreal, Canada and then to New York, where he worked as a teacher and journalist. He returned to Haiti in 1995 to work for the administrations of Presidents Jean Bertrand Aristide and René Préval, "because I believed they wanted to change things in my country," he wrote in a polemical 2021 article. "But the way I went in was the way I came out: without a nickel." He also continued his journalism and taught in various private schools in Haiti.

In July 2010, he returned to reside in the Hillside neighborhood of Queens, NY and continue teaching. He also soon began writing for the weekly newspaper *Haïti Liberté* in both French and Kreyòl.

He kept touch with many of his old friends, including his cousin Robert Garoute, a member of *Haïti Liberté*'s advisory board, who also lived in Queens. "I was having trouble paying for my apartment, so André told me he had room for me in his house," Garoute told *Haïti Liberté*. "Unfortunately, it looks like that won't happen now."

On the evening of Jun. 24, without telling others in his household, André decided to buy a hamburger on Hillside Avenue. As he walked down the steep hill to that commercial boulevard, he tripped and fell, apparently hitting his head. In the dark, he wasn't discovered for some time and had slipped into a coma. He was taken by ambulance to a nearby hospital, where unsuccessful efforts were made to revive him. He was finally taken off life support machines and pronounced dead on Jun. 27.

André was coupled three times. He met is first wife, Dominique Françoise Bruneau, in Paris in 1966, but she died in 1975. He later married Marie Monique Edouard, and in 1980, they had a son, Tristan Charlier, who tragically died at age 24 in 2005.



Journalist André Charlier, "a man of letters from the very beginning," died on Jun. 27 after a tragic fall.

In 1984, André also had a daughter, Yamilée Mackenzie, with Micheline Mackenzie.

André is survived by his daughter, Yamilée Mackenzie, and his grandson, Cruz Etienne Colette; by his brother, Jean Louis Baron-Hyppolite; by stepsons Saman Dashti and Stephan Flemens; by nephews and nieces Vladimir Cybil Charlier, Raymond Manicatex Charlier, Dielika Charlier, Bernard Charlier, Chango Elysée, Vélina Elysée Charlier, Clara Baron Hyppolite, Adrien Baron Hyppolite, Christophe Baron Hyppolite, and their children; by his sisters-in-law Marie-Cecile Corvington-Charlier and Gerarda Elysée, by many grand-nephews and nieces and relatives from the Charlier, Pivverger, Garoute, Edouard, Dessables, Salnave, Roumer, and Mackenzie families.

André's funeral arrangements have yet to be announced.

It is fitting to close this obituary with a prescient observation made by André Charlier in one of his last columns in *Haïti Liberté.* In a French essay entitled "The Blood of the Vampire," he reflects on the U.S. empire's accelerating collapse.

"Just as a vampire cannot live without sucking the blood of others, the Bretton Woods system cannot survive without plundering the planet," he wrote. "This explains the current world situation. This is why we are, at the moment, on the verge of nuclear war."

He observed that increasingly the American people are being pushed into poverty and desperation. "The reality is that, in the final analysis, only international high finance, the power of money, benefits from Bretton Woods. It is the accumulation of capital pushed to its extreme limit, and at this limit, the American people are victims like all the others," he concludes. "But we Haitians are the ones victimized to the greatest degree. But by our very suffering, we are also showing what the human species' future will be if we let financial capital do as it wants."

And, finally, this is how he described himself in the polemical article referenced earlier: "Myself, I have never been in a high position, in a big job with big money... But my two flags, the red flag of revolution and the flag which is blue as the sea... I will always hold on to them, and to take them from my hands, you'll have to kill me."

André died holding those flags high.

LES YANKEES INSISTENT POUR L'OPPOSITION PARMI

Par Arthur González

Le 9 juin 2024, l'ambassade des États-Unis à La Havane, qui, au lieu de travailler à l'amélioration des relations entre les deux pays, persiste à être un centre de subversion politique et d'espionnage, a annoncé le lancement du dernier programme de bourses pour les jeunes professionnels cubains, qui « cherchent à améliorer leurs compétences en leadership et à relever les défis locaux et mondiaux ».

Ce programme s'intitule Hubert H. Humphrey Fellowship Programme 2025-2026 et l'appel à candidatures est ouvert jusqu'au 13 août 2024.

Pour attirer les jeunes Cubains, on leur promet un développement académique et professionnel dans une université américaine de premier plan, avec un soutien financier qui comprend les voyages internationaux, les frais de scolarité et une allocation mensuelle non négligeable.

Les sujets à enseigner sont de la pure subversion politique visant à fabriquer des opposants à la révolution, comme l'indiquent les informations fournies par l'ambassade des États-Unis : « *Améliorer les pratiques et développer l'expertise dans des domaines d'importance critique pour promouvoir la capacité sociale et institutionnelle ; promouvoir les droits de l'homme et les libertés ; assurer des environnements durables et développer des communautés prospères ; le domaine des droits et des libertés, à travers des domaines d'études tels que la communication, le journalisme, le droit et les droits de l'homme.* »

Les conditions requises sont les suivantes : Être titulaire d'un diplôme universitaire et avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle à temps plein, faire preuve de compétences en matière de leadership, de service public et d'une bonne maîtrise de la langue anglaise. Le candidat sera soumis à un comité d'examen indépendant aux États-Unis, qui examinera les candidatures, mais l'approbation finale sera donnée par le J. William Fullbright Foreign Scholarship Board (Conseil des bourses étrangères J. William Fullbright).

Le fameux Plan pour la transition de Cuba, approuvé par le président George W. Bush en 2004, stipule que « *tendre la main à la jeunesse cubaine représente l'une des opportunités les plus significatives pour hâter la fin du régime* ».

En janvier 2009, la section des intérêts américains de l'époque, USINT, a lancé le premier programme de bourses pour les adolescents et les jeunes Cubains après le triomphe de la révolution, qui s'adressait aux diplômés de l'enseignement secondaire ou supérieur qui maîtrisaient l'anglais. L'objectif était de les préparer à devenir des leaders communautaires de l'opposition. Le cours consistait en une année d'études dans une université américaine et ils ont payé leur billet d'avion aller-retour, les frais de scolarité, les indemnités journalières, l'assurance médicale et les frais de visa.

Ils ont également lancé un deuxième appel jusqu'en mars 2009 pour des jeunes Cubains ayant des compétences en leadership, qui étudieraient pendant cinq semaines dans des centres d'études aux États-Unis et recevraient des séminaires qui les aideraient à mieux comprendre ce pays. (Un bon lavage de cerveau).

Les conditions requises étaient d'avoir moins de 25 ans, de posséder un diplôme universitaire de un à trois ans et d'avoir des antécédents de leadership dans des activités éducatives ou communautaires. Tous les cours seraient dispensés en espagnol.

Parallèlement, divers cours d'organisation civile, de communication sociale, de leadership et d'anglais ont été dispensés à la SINA, transformant la mission diplomatique en centre d'études pour la contre-révolution, en violation flagrante de l'article 41-3 de la Convention de Vienne de 1961, qui stipule que « *les locaux de la mission diplomatique ne doivent pas être utilisés d'une manière incompatible avec les missions de la représentation diplomatique...* ».

Par la suite, ils ont continué dans cette voie et en avril 2015, l'organisation World Learning Inc. basée à Washington a ouvert l'appel pour un nouveau «Summer Leadership Program» pour les jeunes Cubains âgés de 16 à 18 ans, pendant quatre semaines aux États-Unis.

Du 11 janvier 2017 au 9 mars 2017, l'organisation Líderes Sociales a lancé un autre appel à candidatures pour dix bourses, afin de «promouvoir le développement professionnel des jeunes et de renforcer la société civile cubaine».

En juin 2019, le Bureau des affaires de l'hémisphère occidental du Département d'État américain a lancé un appel à propositions pour soutenir les leaders cubains émergents, en particulier au sein de la société civile (entendez contre-révolution), qui retourneraient à Cuba avec des ressources professionnelles pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme sur l'île, plus d'outils pour développer leurs causes et engager de larges audiences, et pour communiquer efficacement des messages à d'autres dirigeants et



Place de la Révolution, La Havane Cuba



Pour attirer les jeunes Cubains, on leur promet un développement académique et professionnel dans une université américaine de premier plan

R FABRIQUER DES LEADERS DE LES JEUNES CUBAINS



José Martí ne s'est pas trompé lorsqu'il a mis en garde : « Les arbres doivent s'aligner pour que le géant des sept lieues ne passe pas ».



L'ambassade des États-Unis à La Havane





L'organisation World Learning Inc. basée à Washington a ouvert l'appel pour un nouveau "Summer Leadership Program" pour les jeunes Cubains âgés de 16 à 18 ans



partenaires. Ils pourraient également mobiliser des acteurs indépendants au sein de la société civile pour promouvoir la liberté d'expression et de réunion.

Les participants devaient être des étudiants universitaires ou de jeunes professionnels résidant à Cuba et démontrer un intérêt pour les communications et d'autres rôles de leadership.

L'ambassade du Royaume-Uni à Cuba s'est jointe à cet intérêt et, le 20 juin 2019, a offert une journée d'information sur l'appel à des bourses de maîtrise Chevening ; un programme visant à développer professionnellement et académiquement les jeunes en tant que futurs leaders et influenceurs mondiaux.

L'insistance sur ce thème s'est poursuivie et c'est pourquoi l'organisation Social Leaders, le 03 décembre 2020 a ouvert son cinquième appel pour offrir jusqu'à 15 bourses à de jeunes professionnels cubains âgés de 20 à 35 ans. L'objectif est le même : promouvoir le leadership des jeunes et renforcer la société civile cubaine, pendant 4 mois dans des entités américaines, pour recevoir des outils professionnels et des formations qualifiantes, dans le but de créer, gérer et mettre en œuvre des projets communautaires à Cuba.

En février 2021, l'ambassade des États-Unis à La Havane a lancé un autre appel pour les jeunes entrepreneurs qui souhaitent se former dans des entreprises américaines en tant que stagiaires et générer des expériences pour le développement de leurs projets. Selon l'annonce, le nouveau programme serait conforme aux profils de l'initiative Young Leaders of America, qui cette année-là incluait Cuba dans le cadre de la politique d'autonomisation de la société civile cubaine. Le cours consistait en une formation de quatre semaines dans des entreprises américaines afin de développer des compétences commerciales, essentielles à la transformation de la gestion privée à Cuba.

En l'absence de jeunes dirigeants contre-révolutionnaires, la CIA a tenté de les fabriquer pour mener à bien ses plans subversifs. Pour ce faire, le gouvernement yankee alloue chaque année des millions de dollars, distribués par l'intermédiaire de l'USAID et de la NED, armes qui masquent les actions de la CIA, à plus de 20 universités et ONG chargées d'exécuter les tâches, selon les informations officielles de ces deux entités. Cet argent mal dépensé en a enrichi plus d'un sans obtenir les résultats dont ils rêvaient.

Des dizaines d'universitaires américains se consacrent à l'étude de la situation interne de Cuba et proposent des formules pour renverser le système socialiste, parmi lesquels Edward González, professeur émérite de sciences politiques à l'université de Californie et membre de la RAND Corporation du ministère de la défense, qui a participé à la préparation du rapport de la Commission d'assistance à une Cuba libre, connu sous le nom de Plan de transition cubain, approuvé par George W. Bush en mai 2004.

Face à ces échecs, le gouvernement yankee insiste sur le fait que sa meilleure option est de renforcer la guerre économique, commerciale et financière pour miner la résistance et l'unité du peuple, pour provoquer la lassitude et le désenchantement, dans l'attente d'une révolte populaire semblable à celles provoquées en Europe et au Moyen-Orient, ce qu'ils n'ont pas réussi à faire en 65 ans, car les Cubains savent bien l'avenir qui les attend si les marines yankees envahissent à nouveau l'île.

José Martí ne s'est pas trompé lorsqu'il a mis en garde : *« Les arbres doivent s'aligner pour que le géant des sept lieues ne passe pas »*.

Ahora 28 Juin 2024

L'échec du coup d'Etat en Bolivie et la leçon pour Washington



Des soldats de l'armée bolivienne assurent la sécurité du palais national



Le général bolivien Juan Jose Zuniga arrêté après une tentative de coup d'Etat

Par Mikhail Gamandiy-Egorov

Les méthodes de déstabilisation et de renversement des leaderships d'Etats réellement indépendants et pro-multipolaires ne fonctionnent plus pour les instigateurs des dites méthodes, en premier le régime étasunien. L'échec de la toute récente tentative de coup d'Etat en Bolivie confirme cette thèse et conforte l'idée que la minorité planétaire occidentale aura de plus en plus de mal à atteindre ses objectifs sur la scène internationale.

Il aura fallu que quelques heures pour que le gouvernement bolivien prenne entièrement les choses en main et mette fin à la tentative de coup d'Etat à son encontre. Le scénario du coup d'Etat de 2019 ayant conduit à l'éviction et à l'exil temporaire de l'ex-président du pays Evo Morales, l'un des principaux leaders progressistes et pro-multipolaires d'Amérique latine, n'a pas eu lieu cette fois-ci.

De manière générale, le président bolivien Luis Arce et l'ancien président Evo Morales – avaient rapidement appelé hier les citoyens du pays à se mobiliser pour s'opposer à la nouvelle tentative de coup d'Etat qui était en cours. Par ailleurs, le chef d'Etat bolivien a nommé très rapidement un nouveau leadership des forces armées nationales, qui après avoir prêté serment – a appelé les militaires engagés dans l'aventure putschiste à regagner les casernes, chose qui sera faite. Quant au principal exécutant de ladite tentative de coup d'Etat – le général Juan José Zuniga – il sera suite à cela rapidement arrêté. D'autres arrestations s'en suivront, notamment celle de Juan Arnez Salvador, chef de la Marine.

Maintenant et en termes de perspectives, il serait certainement nécessaire à noter plusieurs points importants. Tout d'abord sur le fait qu'il ne fait pratiquement pas de doute quant au donneur d'ordres de cette nouvelle tentative de coup d'Etat, qui ressemble d'ailleurs à tellement d'autres dans l'espace latino-américain. A cet effet – un bref rappel des événements de cette semaine en Bolivie.

Lundi 24 juin le ministère bolivien des Affaires étrangères convoque la chargée d'affaires de l'ambassade US afin de lui faire part du caractère inacceptable et du rejet par la Bolivie de l'interférence de Washington dans les affaires internes boliviennes. Deux jours plus tard, le 26 juin, la tentative de coup d'Etat a lieu. Ne laissant pratiquement pas de doute quant au commanditaire de ladite tentative. Avec comme résultat un fiasco pour le principal intéressé.

Deuxièmement – pourquoi la Bolivie? Plusieurs raisons à cela. Faisant partie des pays de l'axe souverainiste et progressiste latino-américain, résolument engagé en faveur de l'ordre multipolaire international contemporain, candidat à l'adhésion aux BRICS, l'Etat plurinational de Bolivie a également une grande importance sur le plan géoéconomique – au moment où les géologues estiment que le pays a le potentiel de posséder pas moins de 23 millions de tonnes de lithium – faisant de la Bolivie la nation possédant les plus grandes réserves mondiales de cette ressource stratégique – nécessaire notamment à la fabrication des batteries, y compris pour les véhicules électriques.

Et comme déjà soulevé plusieurs fois par la propagande occidentale – le leadership bolivien privilégie le partenariat, y compris économique, avec la Chine et la Russie, et plus globalement avec les BRICS – dont il souhaite, comme déjà indiqué ci-haut à devenir membre. Choses qui déplaisent évidemment et si fortement à l'Occident. Il suffit de rajouter à cela l'opposition du pays à la politique néocoloniale de Washington sur la scène régionale et internationale – et toutes les raisons sont réunies pour que l'establishment US et ses valets aient cherché à faire tomber une nouvelle fois les autorités démocratiquement élues de Bolivie.

Dans tous les cas – la rage washingtonienne et de ses vassaux, représentant ensemble l'axe de la minorité planétaire et des nostalgiques de l'unipolarité, est plus que palpable, surtout dans le cadre des processus globaux du monde contemporain. En passant, l'ambassadeur US à Beijing n'a pas manqué tout dernièrement d'accuser ouvertement la Chine de *«s'être effectivement rangée du côté de la Russie dans la guerre en Ukraine»* – représentant selon ledit personnage une «erreur majeure».

Mais pendant que les représentants enragés de l'Occident expriment chacun à leur façon cette rage face aux événements propres à l'ère multipolaire contemporaine, il serait nécessaire de mentionner un dernier point important, en rapport avec le fiasco subi par le régime washingtonien en Bolivie, comme à d'autres endroits du monde. Car fort vraisemblablement, la CIA, comme le département d'Etat étasunien ou encore les structures Soros – n'arrivent toujours pas à apprendre la leçon du monde contemporain et des aspirations de la majorité mondiale.

Car pour pouvoir réussir un changement de pouvoir – il faut désormais disposer du soutien de la grande majorité des citoyens des pays concernés. L'Afrique et plus particulièrement la région du Sahel – l'a pleinement démontré – à savoir lorsque les forces armées marchent aux côtés des aspirations des peuples, et vice-versa lorsque les citoyens des pays en question apportent tout leur soutien aux militaires patriotes et panafricanistes. La pleine complémentarité de l'armée et du peuple. L'Alliance des Etats du Sahel – composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger – en représente probablement aujourd'hui l'un des meilleurs exemples.

Quant aux méthodes washingtoniennes et occidentales d'un autre temps, dans la pure tradition des «révolutions de couleur» - le fait de miser sur une minorité vendue aux intérêts du petit monde occidental et entrainée à faire tomber à travers quelques actions coordonnées les autorités d'Etats souverains adhérant pleinement aux valeurs du monde multipolaire – n'apporte plus le résultat escompté aux forces obscures qui ne peuvent toujours pas accepter la réalité contemporaine. En l'occurrence qu'il n'y aura aucun retour vers le diktat d'une extrême minorité planétaire sur la majorité mondiale de l'humanité.

Observateur continental
27 Juin 2024

70 ans de coups d'État organisés par la CIA au Guatemala

Une fresque représentant Jacobo Arbenz, président démocratiquement élu du Guatemala de 1951 à 1954

Par Leonid Savin

Après la victoire de Jacobo Arbenz aux élections de 1951, le Guatemala a commencé à mettre en œuvre diverses réformes. Il est révélateur qu'à l'époque, le Guatemala ait voté à l'ONU contre l'Union soviétique, mais la politique intérieure, malgré la rhétorique de Arbenz sur son désir d'aligner le pays sur les États capitalistes développés, était orientée vers le social. Le fait est qu'au Guatemala, comme dans plusieurs pays d'Amérique centrale, une grande partie des terres appartenait aux latifundios, et le gouvernement a commencé à acheter les parcelles inutilisées et à les donner à la population indigène.

Du point de vue de l'économie de marché, ces mesures sont censées accroître la productivité des terres agricoles. Mais du point de vue des intérêts américains, pas du tout. En effet, d'immenses territoires au Guatemala appartenaient à l'entreprise américaine United Fruit Company, qui utilisait divers stratagèmes pour éviter de payer des impôts. Sur les 220 000 hectares que possédait la société, seuls 15% étaient cultivés ; le reste était en friche et donc soumis au décret 900 sur la réforme agraire de 1952.

Grâce à des contacts directs au sein de l'administration de la Maison-Blanche, comme c'est le cas pour les grandes entreprises américaines en général, la société a lancé une campagne de relations publiques musclée contre le président guatémaltèque Arbenz, le présentant comme un ardent communiste. À cette fin, la United Fruit Company a engagé Edward Bernays, un célèbre spécialiste des relations publiques et auteur des livres Propaganda et Shaping Public Opinion, qui a commencé à promouvoir le mythe de la menace communiste. Les États-Unis étant guidés par la doctrine Monroe et considérant l'Amérique latine comme leur arrière-cour, l'affaire prend une tournure géopolitique.

En 1953, la CIA s'est impliquée et a commencé à planifier un coup d'État au Guatemala. On sait que plus d'une centaine d'agents du service de renseignement américain ont participé à l'élaboration de l'opération et que le budget total a été estimé entre cinq et sept millions de dollars américains.

Ce plan contenait une liste de personnes qui devaient être physiquement éliminées après un coup d'État réussi. Malheureusement, c'est ce qui s'est produit par la suite.

Inspiré par le renversement réussi du Premier ministre iranien démocratiquement élu, Mossadeq, le président américain Dwight Eisenhower a accepté avec joie le plan de coup d'État. En novembre 1953, Eisenhower a remplacé l'ambassadeur au Guatemala par John Purefoy, qui a réprimé les mouvements démocratiques en Grèce et facilité la montée au pouvoir des hommes-satellites américains.

Le même modèle sera utilisé près de 20 ans plus tard, lorsque l'ancien ambassadeur des États-Unis en Indonésie, Marshall Green, qui avait participé à l'organisation d'un coup d'État contre Suharto en 1965, sera envoyé d'urgence en Australie pour écarter du pouvoir le Premier ministre Hugh (Gough) Whitlam, qui avait engagé des réformes politiques et était sur le point d'adhérer au mouvement des non-alignés.

Fait révélateur, Arbenz n'a pu être évincé que lors de la troisième tentative, bien qu'il l'ait appris à l'avance et qu'il l'ait annoncé dans les médias pour tenter d'empêcher un coup d'État. Néanmoins, les États-Unis ont poursuivi leurs activités subversives sous le nom d'opération PBHistory, en recourant à la fois à des opérations psychologiques et à des interventions directes. Après avoir obtenu le soutien d'un petit groupe de rebelles qui se trouvaient à l'étranger, les États-Unis ont lancé, le 18 juin 1954, une intervention militaire, imposé un blocus naval et procédé à un bombardement aérien du Guatemala.

Les dirigeants guatémaltèques ont tenté de soulever la question de l'inadmissibilité de l'agression armée à l'ONU, en soulignant le rôle du Nicaragua et du Honduras, qui étaient à l'époque des marionnettes obéissantes des États-Unis et d'où étaient envoyés les saboteurs. Un débat a eu lieu au Conseil de sécurité des Nations unies, où l'Union soviétique s'est ralliée à la position du Guatemala et a opposé son veto à la proposition américaine de soumettre la question à l'Organisation des États américains (qui était une autre entité contrôlée par Washington). Lorsque la France et la Grande-Bretagne ont répondu à la proposition du Guatemala de mener une enquête approfondie, les États-Unis ont opposé leur veto, ce qui constituait un précédent d'alliés militaires et politiques ne se soutenant pas les uns les autres. Alors que des discussions étaient en cours pour savoir qui et comment enquêter (les États-Unis ont délibérément retardé le processus), le coup d'État était en fait déjà terminé.

Il convient de noter que l'avantage militaire était du côté du gouvernement officiel : il n'a perdu que quelques morts, tandis que de l'autre côté, plus d'une centaine de rebelles et d'agents de la CIA ont été tués et capturés, et plusieurs avions de guerre américains ont été abattus.

Malgré les appels des partis de gauche à ne pas démissionner de la présidence et à continuer à résister (d'ailleurs, parmi les militants politiques de gauche de l'époque dans le pays se trouvait le médecin argentin Ernesto Guevara, qui s'est rendu au Mexique et y a rejoint les révolutionnaires cubains – il a tiré une sérieuse leçon des actions du gouvernement guatémaltèque, et son expérience a probablement contribué plus tard à empêcher l'intervention des États-Unis à Cuba après la victoire de la révolution). Le 27 juin 1954, Arbenz a tout de même démissionné. Le colonel Diaz, qui avait auparavant soutenu Arbenz, est devenu chef du gouvernement pendant une courte période.

Mais les États-Unis ne se satisfont pas de cette option et intronisent Carlos Castillo Armas, un ancien officier de l'armée guatémaltèque en exil depuis 1949 après une tentative de coup d'État ratée. À partir de ce moment, des purges politiques et des persécutions ont commencé dans le pays. La réciproque n'étant pas vraie, une guerre civile a éclaté dans le pays.

Dans le même temps, les États-Unis ont soutenu activement la dictature et ont contribué à la création d'escadrons de la mort chargés de l'assassinat ciblé des opposants politiques et de toute personne suspecte. Parmi ces personnes suspectes se trouvaient des villages entiers de Mayas, considérés comme loyaux envers les rebelles de la guérilla. On estime que plus de 200 000 civils ont été tués, mais ce chiffre est probablement beaucoup plus élevé.

En outre, la Maison-Blanche était convaincue, sur la base d'une autre expérience de coup d'État réussi, que ce mécanisme était tout à fait acceptable pour des opérations visant à renverser des régimes indésirables pour les États-Unis, où qu'ils se trouvent. Cela a eu des conséquences considérables dans le monde entier.

Les États-Unis ont d'ailleurs reconnu leur culpabilité dans la violence au Guatemala et dans les pays d'Amérique centrale. En mars 1999, Bill Clinton a présenté des excuses officielles au peuple guatémaltèque, déclarant que «soutenir les agences militaires et de renseignement qui ont perpétré la violence et la répression généralisée était une erreur, et que les États-Unis ne devaient pas la répéter».

Mais comme l'ont montré les décennies suivantes, il ne s'agissait que d'un euphémisme d'ordre diplomatique. Les États-Unis continuent de soutenir des régimes répressifs, l'ex-Ukraine en étant un excellent exemple. Mais aujourd'hui, ils ne le font plus sous couvert de lutte contre la «menace communiste», mais contre la «menace d'agression et d'invasion de l'Europe par la Russie».

Geopolitika via Euro-Synergies
1er Juillet 2024

France : Le 7 juillet, pas une voix pour l'extrême droite, pas une voix pour les partis capitalistes ! Rupture ouvrière !

Communiqué du Parti des travailleurs

Défaite majeure de Macron, ses ministres battus, ses candidats balayés : c'est un rejet total de sa politique anti-ouvrière, ses réformes des retraites, de l'assurance chômage, de l'école ; rejet total de sa politique de guerre avec ses centaines de milliards de crédits de guerre pour la guerre en Ukraine et l'armement d'Israël qui poursuit sa politique de génocide ; rejet de sa loi raciste « immigration » ouvrant la voie au Rassemblement national.

Cette défaite de Macron s'accompagne d'une **progression sans précédent du Rassemblement national.** Pourquoi ? La présidence de Macron s'inscrit dans une continuité, celle qui a vu vingt-quatre ans durant depuis 1981 les partis de gauche qui constituent aujourd'hui le Nouveau Front populaire participer au pouvoir. Vingt-quatre ans durant lesquels ils ont refusé de s'engager sur la voie de la rupture avec le système capitaliste d'exploitation et d'oppression, avec les plans dictés par l'Union européenne.



Le Parti des travailleurs se prononce pour un gouvernement ouvrier, un gouvernement sans OTAN, sans Union européenne, sans Banque centrale européenne, un gouvernement sans patrons et sans Macron.

Une partie de la population en a conclu que le Rassemblement national pouvait ouvrir une autre perspective. C'est une illusion mortelle. **Le Rassemblement national, c'est la politique de Macron en pire** contre les travailleurs, les services publics, la laïcité, les retraites, avec en plus la désignation des travailleurs immigrés et des Français issus de l'immigration comme responsables de tous les maux. Ce discours encourage les agressions racistes qui vont de pair avec les attaques de plus en plus nombreuses contre les militants syndicaux et leurs locaux.

Les travailleurs et les jeunes ne peuvent faire **aucune concession à ce discours de division qui ne sert que les patrons.** Aucune concession à ceux qui veulent dresser un secteur de la classe ouvrière contre un autre secteur de la classe ouvrière en fonction de leur origine ou de leur religion. Aucune concession à ceux qui cherchent à diviser le peuple travailleur en une mosaïque de communautés.

Il y a une seule classe ouvrière, une seule jeunesse, unies dans leurs droits imprescriptibles et indivisibles.

En participant en nombre à l'élection, les travailleurs et la jeunesse ont exprimé leur volonté d'empêcher la progression du Rassemblement national, en particulier dans les quartiers ouvriers et populaires.

Le 7 juillet, le Rassemblement national peut et doit être battu ! Pas une voix pour le Rassemblement national, pas une voix pour aucun des partis capitalistes (RN, macronistes, Républicains...) !

On entend déjà des dirigeants de la gauche appeler à faire bloc avec Macron et la droite face au Rassemblement national. Ce n'est pas la première fois. On nous a fait le coup en 2002, en 2017. En 2022, ils nous appelaient à voter Macron pour faire barrage à l'extrême droite.

Résultat : loin de faire barrage à l'extrême droite, le vote pour Macron a ouvert la voie à la politique de Macron, qui elle-même a ouvert la voie à l'extrême droite.

Les travailleurs veulent barrer la route à l'extrême droite. Ils le feront à leur façon, sur leur terrain. En se groupant sur leurs revendications, avec leurs organisations syndicales indépendantes.

Bloquer la voie au Rassemblement national, oui ! Pour cela, il y a urgence, **mettre en œuvre une véritable politique de rupture**. La rupture, ce n'est pas simplement un mot dans un programme. La rupture, ça veut dire l'augmentation générale des salaires, le blocage des prix, l'échelle mobile des salaires et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu. La rupture, ça veut dire confisquer les crédits pour la guerre, les profits capitalistes et les dividendes versés aux actionnaires pour les affecter au logement, à l'école, aux hôpitaux. La rupture, ça veut dire l'abrogation de toutes les réformes réactionnaires du gouvernement. La rupture, cela veut dire : pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre en Ukraine ! La rupture, c'est la rupture de toutes les relations avec l'État d'Israël génocidaire et l'arrêt de toute livraison d'armes.

Cette rupture, c'est l'action des travailleurs eux-mêmes et leur mobilisation qui permettra de l'imposer.

Pour le Parti des travailleurs, défendre la démocratie, ce n'est pas défendre les institutions de la Ve République, élire tous les cinq ans un président de la République qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains et une Assemblée nationale cadenassée. **La démocratie, c'est au peuple d'en définir les formes et le contenu social**, en mettant à bas la Ve République et en élisant des représentants à une Assemblée constituante souveraine.

Le Parti des travailleurs se prononce **pour un gouvernement ouvrier**, un gouvernement sans OTAN, sans Union européenne, sans Banque centrale européenne, un gouvernement sans patrons et sans Macron. C'est pourquoi il n'a pas rejoint le Nouveau Front populaire.

Les événements passés montrent que ceux-là même qui n'ont aujourd'hui que le mot « rupture » à la bouche sont les mêmes qui lui tournent le dos depuis un demi-siècle. Mais nous savons **que les millions de travailleurs et de jeunes qui ont voté Nouveau Front populaire** le 30 juin, et le feront à nouveau le 7 juillet, le feront pour des raisons qui nous sont communes : comme nous, ils veulent une rupture réelle.

Nous sommes et nous serons avec eux, militants et électeurs communistes, socialistes, insoumis, militants syndicaux de toutes tendances, pour **bâtir le front unique pour la rupture ouvrière.** Sauver et reconquérir la démocratie, c'est l'affaire de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Le 7 juillet, pas une voix pour l'extrême droite, pas une voix pour les partis capitalistes (RN, LR, macroniste...) !

Le 7 juillet, sans pour autant approuver le programme du Nouveau Front populaire, et sans condition, le Parti des travailleurs appelle à voter pour les candidats issus de partis du mouvement ouvrier, présentés par le Nouveau Front populaire ! **En un mot : dégager Bardella, chasser Macron, rupture ouvrière !**

Parti des Travailleurs
30 juin 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi, maintient le défaut octroyé à l'audience du vendredi vingt octobre deux mille Vingt trois contre les sieurs et dames Cetoute Almonor, Delion Markus, Augustin Destiné Eddy, Nicolas Damus, Francky Joseph et Roseline Gilles pour faute de comparaître. Accueille au fond la demande produite par Eddy Louis Marie JEAN PAUL pour être juste et fondée. Dite que les cités occupent la propriété sise à Delmas 75, Rue Charles Jules sans droit ni qualité. Ordonne en conséquence leur expulsion de la propriété susdite pour occupation illégale ce conformément aux dispositions de l'article 84 alinéa 4 du code de procédure civil annoté par Luc D. Hector. Les condamne aux frais et dépens de l'instance. Commet l'huissier Ricardo Prophète pour la signification.

Donné de nous, Mag Garry Coupette du vendredi dix novembre deux mille vingt trois, assisté par Me. Mario. Peggy Joseph, Greffier

Il est ordonné......etc....

En foi de quoi....etc......

Pour le Cabinet Me Joseph Briel LATICE

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen du Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur SERGOT LUBIN, d'avec son épouse née ASNATH JACQUET pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi treize Juin deux mille Vingt quatre, en présence de Me. DOMINIQUE NOEL, Substitut du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY

Il est ordonné.....etc....

En foi de quoi....etc....

AVIS

Le Cabinet Justice And Law, représenté par Me Paulo DÉSIR, Avocat du sieur Lionel ACLOQUE, héritier de sa feue mère Jacqueline ACLOQUE décédée le 31 mars 2024, informe le public en général, et en particulier tous les Notaires et Arpenteurs commissionnés pour la Commune de Delmas, tous ceux de la juridiction du Tribunal de Première Instance de Port au Prince, et à tous ceux qu'il appartiendra que les biens successoraux laissés par la feue Jacqueline ACLOQUE sont indivisibles. En conséquence, leur requiert, chacun en ce qui leur concerne qu'ils sont interdits de passer des transactions de vente, d'hypothèque et des opérations d'arpentage sur les propriétés sises au #08 Delmas 56 et toutes autres propriétés laissées par la de cujus après son décès tant que toutes les formalités prévues par loi ne soient pas remplies par ses héritiers.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après l'examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée. Pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Licenor Joseph BELZIR d'avec son épouse la dame née Wilda SYLVESTRE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ; Ordonne à l'officier de l'état civil Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts les tiers s'il y échet Commet l'huissier Emmanuel Jean de ce siège pour la signification de ce Jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et public du treize Juin deux vingt-quatre, en présence de Me. Dominique NOEL Substitut du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné......etc.......

En foi de quoi.....etc... ..

PAR CES MOTIFS

Après l'examen, le Ministère maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet le divorce du sieur Prophète VOLCY contre son épouse née Karoke HORACE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Jean Louis OCTAVE, pour la signification de ce jugement.

Kanaky : la réforme coloniale suspendue



Par Saïd Bouamama

Suite aux résultats du scrutin européen et à la convocation d'élections Législatives anticipées, Emmanuel Macron a suspendu sa réforme constitutionnelle sur la Kanaky (Nouvelle-Calédonie). Une première victoire des indépendantistes face à cette volonté de minorer définitivement le peuple Kanak sur sa propre terre. Insupportable, le passage en force colonial avait provoqué plus d'un mois de révoltes à travers toute l'île du Pacifique... (I'A)

L'adoption par l'Assemblée nationale française, dans la nuit du 14 au 15 mai derniers, d'une réforme du corps électoral en Kanaky a déclenché l'insurrection populaire la plus importante depuis la décennie quatre-vingts. Cette réforme n'était rien de moins que l'enterrement des accords signés avec le mouvement indépendantiste et un artifice juridique visant à maintenir la colonisation de ce pays.

En effet, celle-ci prévoyait que 25 000 nouveaux électeurs – soit nés sur le territoire, soit y résidant depuis dix ans – participent au scrutin d'autodétermination. La réforme prolonge l'histoire longue d'une colonisation de peuplement qui a conduit à rendre le peuple Kanak minoritaire dans son propre pays. En effet, ce dernier ne représente aujourd'hui que 41.2 % de la population de l'archipel.

En dépit de cet héritage de spoliation, les organisations indépendantistes kanaks ont décidé, en 1983, de partager le droit à l'autodétermination, reconnu par les Nations-Unies, à l'ensemble des communautés installées durablement en Kanaky. A savoir : les Wallisiens et Futuniens, les Tahitiens, les Indonésiens. La réalité leur a donné raison puisque les votes en faveur de l'indépendance ont progressé de 43.3 % en 2018 à 46.7 % en 2020.

En décembre 2021, le troisième référendum d'autodétermination, qui s'est déroulé en plein épidémie du COVID, a été boycotté pour cette raison par les organisations indépendantistes. Cette consultation a été marquée par une chute libre de la participation, en comparaison aux scrutins précédents avec en conséquence un résultat farfelu puisque l'option de l'indépendance n'obtient que 3.5 %.

Légitime révolte kanak

Le résultat de ce référendum indique nettement que le mot d'ordre de boycott des indépendantistes a été massivement suivi et que l'opinion indépendantiste ne cessait de gagner du terrain. Le ridicule du résultat avec une abstention aussi massive n'empêcha pas le président Macron de déclarer : « *La Nouvelle-Calédonie restera donc française [...] La France est plus belle car la Nouvelle-Calédonie a décidé d'y rester* ».

C'est cette perspective indépendantiste portée désormais non plus seulement par les Kanaks mais aussi par d'autres calédoniens que la réforme du corps électoral tentait de faire disparaître totalement. Sans surprise, le refus Kanak s'est transformé en insurrection, pendant près de cinq semaines, faisant neuf victimes, dont sept morts civils, des centaines de blessés et des dégâts évalués à plus de deux milliards d'euros.

L'envoi de 3500 policiers et gendarmes supplémentaires, l'instauration de l'Etat d'urgence et du couvre-feu, les arrestations massives, l'apparition de milices de colons, etc., indiquaient que nous étions dans une guerre coloniale classique.

Les réactions internationales ne tardèrent pas. Le gouvernement français s'est contenté de réagir en indiquant, comme hier à propos de l'Algérie, que la question de la Nouvelle-Calédonie est une question de souveraineté française et ne relève que du rétablissement de l'ordre républicain.

Pourtant, la Kanaky relève, légalement depuis 1986, du droit international du fait de l'inscription à cette date de ce pays dans la liste des territoires à décoloniser des Nations-Unies. L'accord de Nouméa de 1998 stipule que les Nations-Unies sont habilitées à suivre et accompagner le processus de décolonisation.

Solidarités insulaires envers la Kanaky

Le soutien au mouvement populaire Kanak contre le dégel du corps électoral n'a cessé de s'amplifier au cours des deux dernières semaines.

Ce sont les autres colonies françaises qui se sont exprimées en premier, à l'image du Parti pour la libération de la Martinique, du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale guyanais ou l'Alyans Nasyional Gwadloup.

Le 30 avril, l'alliance des Organisations Régionales Non-Gouvernementale publie un communiqué au titre sans équivoque : « La France sabote le processus de décolonisation de Kanaky sous la direction de Macron » Fin de citation.

Le 16 mai, le collectif des peuples et organisations autonomes de Guyane apportait son soutien aux insurgés dans un communiqué commun : « *Nous demandons l'envoi immédiat de missions de médiation internationale des Nations-Unies : comité des 24, Forum permanent sur les questions autochtones, rapporteur spécial sur les Droits des peuples autochtones, etc. Notre résistance en tant que Peuple autochtone que ce soit en Kanaky, Maohi nui ou Guyane est le fondement même de notre existence. Force à tous nos frères et sœurs en lutte.* »

Isolement du colonialisme français

Le 31 mai, l'isolement du colonialisme français franchissait un cap significatif avec la prise de position du Secrétaire général du Forum des îles du Pacifique (FIP), un regroupement d'Etat réunissant 18 membres, dont la Kanaky et la Polynésie française ; deux pays admis exceptionnellement en 2016 en dépit du fait qu'ils ne sont pas encore souverains.

Baron Waqa, le Secrétaire général de ce FIP a déclaré : « *La France est responsable de la crise. [...] La France a provoqué cette crise en ne reconnaissant pas la demande des Kanaks de reporter le troisième référendum. [...] Nous demandons à la France de retirer ses propositions législatives, de revenir à la table des négociations et d'établir un nouvel accord avec les indépendantistes et les anti-indépendantistes du territoire sinon la violence continuera* ».

Loin d'amener le calme, le choix de Macron et de son ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, de passer en force à radicalisé les positions indépendantistes. Ainsi, par exemple, l'Union Calédonienne, la composante la plus importante du FLNKS a proposé, le 8 juin, de proclamer l'indépendance de la Kanaky pour le 24 septembre prochain ; jour du 171 ème anniversaire de l'annexion du pays par le colonialisme français.

Son président, Daniel Goa a déclaré : « *La France nous a tellement trompée que notre souveraineté ne pourra qu'être immédiate, pleine et entière. Nous proposons de fixer cette déclaration de souveraineté le 24 septembre. Que la France valide ou non cette option cela ne change rien pour nous. Déjà une cinquantaine de pays sont prêt à nous reconnaître et à nous soutenir internationalement. Nous allons également mener dans les prochains mois des démarches auprès du groupe des BRICS et des pays non alignés* ».

Au chapitre des prises de position internationales, il convient également de mentionner les propos de la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova, en date du 18 mai dernier : « *Nous considérons la crise sociopolitique en Nouvelle-Calédonie comme le résultat de l'inachèvement du processus de décolonisation et une autre confirmation que la politique de la France à l'égard de ses anciennes colonies, rebaptisées territoires d'outre-mer, est dans une impasse. Je voudrais vous rappeler que selon la classification de l'ONU, la Nouvelle-Calédonie est un territoire non autonome. En termes simples, une colonie où le processus de décolonisation lancé sous les auspices de l'ONU dans les années 1960 n'est toujours pas achevé.* »

L'aubaine de la dissolution

Comme pendant la guerre d'Algérie, ces dénonciations du colonialisme français ont suffi pour que le gouvernement hexagonal invoque la « main de l'étranger » afin d'expliquer l'insurrection du peuple Kanak. Si la lutte de libération nationale du peuple algérien était réduite aux ingérences de Moscou et Du Caire, celle du peuple Kanak est attribuée à l'Azerbaïdjan, la Russie et la Chine.

Commentant ces accusations, l'anthropologue du CNRS, Benoit Trépied a est estimé que « *ces accusations relèvent d'un réflexe impérialiste. Ces discours sur la Chine, l'Azerbaïdjan, ce sont des éléments de langage politico-médiatique qui circulent à Paris, mais c'est évidemment une façon de détourner l'attention sur la responsabilité du gouvernement* ».

C'est donc dans un contexte d'isolement grandissant de Paris que s'est déroulé le scrutin des élections européennes. Celles-ci ont été marquées dans l'archipel par une abstention massive. Ainsi, 86. 87 % des électeurs qui se sont abstenus contre 80 % en 2019.

La dissolution de l'Assemblée nationale apparaît ainsi comme une aubaine pour désamorcer la situation. Trois jours après celle-ci, Emmanuel Macron a annoncé, le 12 juin : « *Le projet de loi constitutionnelle qui a été voté dans les mêmes termes par les deux chambres, j'ai décidé de le suspendre parce qu'on ne peut pas laisser l'ambiguïté dans la période* ».

Si ce sursis peut effectivement ramener momentanément le calme, celui-ci ne peut être que provisoire. Tant qu'un droit à l'autodétermination n'est pas entièrement respecté, il suscite inévitablement des mobilisations populaires pour l'obtenir. Quant à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et à ses choix de rapprochement avec telle ou telle puissance, ils ne concernent que le peuple Kanak.

Investig'Action 20 Juin 2024

Suite de la page (8)



L'avocat Iswick Théophin

Ariel Henry qui s'empêtrait dans une crise sociopolitique et sécuritaire qui ne lui laissait aucun répit. En effet, la population guettait jour après jour la démission du chef de la transition au lieu de suivre le processus qui devait conduire à l'arrivée des premiers contingents de policiers kenyans et de soldats des autres Etats formant la coalition dont la mission principale est de combattre les groupes armés qui se sont emparés de la capitale et d'une partie du territoire. Certes, la contestation populaire prenait l'ascendance sur ce feuilleton dont l'Afrique à travers le Kenya en a été l'acteur principal.

Néanmoins, même en plein chaos et manifestations en continu dans tout le pays et principalement dans la capitale, certains, plus exactement de la Société civile active, avaient trouvé le temps de percer une brèche pour donner leur avis sur le retard pris dans le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti. Tel est le cas de l'avocat Iswick Théophin qui ne croit pas vraiment à l'efficacité de ces missions militaires ni à la sincérité de la Communauté internationale de vouloir vraiment aider les Haïtiens. « *Si elles voulaient réellement nous venir en aide, elles auraient pu nous aider à remobiliser notre armée, ou du moins améliorer l'organisation de la police nationale parce que nous savons tous que les résultats des interventions militaires internationales sont toujours à court terme* » avançait Me Théophin. En revanche, pour d'autres, la venue de cette force étrangère serait une bonne chose à en croire les déclarations du Directeur exécutif du Centre (Sant) Karl Levêque, Gardy Maisonneuve, apparemment qui était impatient de voir arriver les kenyans sur le sol haïtien. « *Les précédentes interventions militaires en Haïti ne faisaient pas l'objet de négociations, quoique la situation actuelle du pays est pire qu'avant.*

C'est sans surprise, j'ai toujours été pessimiste à l'endroit du Kenya. Cela fait plus d'un an que la demande a été formulée, et ils ne font que tourner en rond. Prenons en exemple l'année 2004, où le déploiement se faisait rapidement. Ce que nous vivons par rapport à cette année-là nécessite une intervention immédiate, nous avons une hausse exagérée de la criminalité, une précarité abjecte, une situation de misère atroce, une insécurité galopante, et une plus grande violation des droits humains. La Communauté internationale tarde à venir et se complaît dans une éternelle négociation », soutenait Gardy Maisonneuve lors d'une prise de parole dans les médias le samedi 27 janvier 2024.

Toujours dans le cadre des réactions faisant suite au verdict de la Haute cour de justice de Nairobi, concernant la décision du Président William Ruto d'envoyer des troupes en Haïti à la demande de Washington, d'autres acteurs de la Société civile estimaient que le verdict est discutable, voire politique. En tout cas, c'est ainsi qu'analysait cette décision l'expert en sécurité et spécialiste en relations internationales, Ricardo Germain, qui était l'invité de radio *Magik9* sur cette thématique. « *La décision de la Haute cour de Nairobi au Kenya est une décision politique, dans la mesure où le tribunal a agi en fonction d'une plainte déposée par des acteurs politiques kényans. C'est aussi une décision politique parce que le Président William Ruto est en conflit avec la justice depuis janvier.*

Le Président est qualifié de corrompu par les instances judiciaires, ce qui, à mon avis, peut avoir une incidence sur la décision. C'est vrai que dans la Résolution 2699 de l'ONU il est demandé à la partie haïtienne de contribuer à la mise en place de la mission, ce qui nécessite certainement des accords. Mais cet argument n'est pas suffisant pour faire obstacle au déploiement. Cet argument est faux, puisque l'article 240 de la Constitution kényane autorise le Conseil national de sécurité à déployer des forces kényanes dans le cadre de missions de paix et de sécurité sur le plan international. Rappelons que le Kenya a déployé des policiers en Somalie » argumentait Ricardo Germain le mardi 30 janvier 2024 sur radio *Magig9*.

(A suivre)
C.C

Suite de la page (7)

Les processus d'appauvrissement des peuples des pays centraux, y compris de leur main-d'œuvre blanche et d'autres secteurs gagnés aux idées ultra-conservatrices, la gangstérisation croissante des partiocraties et des élites capitalistes dans le cadre d'un néolibéralisme d'intensités diverses au centre et à la périphérie, facilitent dans les deux scénarios la montée d'un ultranationalisme à forte composante populiste.

Dans le même temps, la multi crise de décadence du système capitaliste-impérialiste, de plus en plus aiguë dans la superpuissance américaine et dans les puissances occidentales, s'est lancée dans des guerres de conquête et de reconquête, dans des guerres et des pratiques écocides, et dans l'usage de la force militaire pour tentent en vain de récupérer des hégémonies affaiblies, a enlisé leur situation et a aggravé leur déclin et leur crise systémique.

Cette stratégie de survie et de perpétuation, menée par le PENTAGONE, l'OTAN et Israël... a aggravé son discrédit à des niveaux sans précédent et renforcé ses homologues en gestation (puissances émergentes confrontées aux États-Unis et aux forces subordonnées, États et peuples en lutte pour leur autonomie) détermination et paix, mouvements sociaux et politico-sociaux de lutte contre le néolibéralisme, rébellions croissantes de migrations maltraitées et de peuples attaqués par la suprématie blanche, organisations anti-impérialistes et anticapitalistes.

Cela indique que cette agressivité destructrice est davantage le résultat de sa faiblesse que de sa force diminuée.

Quoi qu'il en soit, toute une série de luttes diverses sont en cours contre un système malade et agressif à l'extrême, mais doté de puissantes énergies de résistance, renforcées au milieu de ses violents râles d'agonie et de ses peurs intenses chargées de cruauté du fait de sa peur d'être définitivement déplacé.

C'est prometteur et favorable pour continuer à croître en qualité et en quantité.

Un torrent mondial difficile à unir, mais avec de forts déficits pour exercer l'internationalisme avec les différents niveaux d'unité nécessaires pour vaincre la culture de mort ; et plus encore, pour parvenir à une sorte d'insurrection mondiale qui atteint ce grand objectif. En outre, avec de graves faiblesses dans la construction de ses composantes essentielles qui sont appelées à atteindre les niveaux de conscience et d'organisation anti-systémique qui rendent possibles de nouvelles démocraties et de nouveaux socialismes.

Tels sont les grands défis de ce monde convulsé, d'un capitalisme impérialiste en bloc qui recourt sans la moindre honte au néofascisme, au chaos sous son contrôle et à l'extermination des peuples et des nations.



Le massacre du « persil » d'octobre 1937 : la manifestation étatique de l'anti-haïtianisme

Notes :

* La première indépendance de Notre Amérique et la seule révolution anti-esclavagiste noire triomphante.

** Le racisme dominicain est hispanophile, avec une matrice monarchique-colonialiste.

***Mulâtre» est un terme péjoratif à caractère raciste, inspiré du produit de l'union d'une jument et d'un âne, c'est pourquoi je le mets entre guillemets.

**** Les « Indiens » sont en réalité les indigènes de l'Inde, quelque chose de différent des peuples indigènes d'Amérique. Tout le reste est le produit de la perte de Colomb et des conquistadors.

***** Les gens « de couleur », les gringos appellent les noirs et les métis.

****** Si la race, Columbus Day, sont des inventions visant à ségréguer, la « race supérieure » sert à justifier de sinistres oppressions.

******* Quisqueya est un surnom, dit-on, inspiré de la langue Taíno, donné à la République Dominicaine pour exalter les valeurs de cette île : «une terre fascinante...» la meilleure du monde.

Aporrea 20 Juin 2024

Suite de la page (5)



Jimmy « Barbecue » Cherizier : « Les Kenyans protègent les intérêts des oligarques américains. C'est pourquoi ils les ont amenés ici.

les représentants du gouvernement, les représentants de la police et de l'armée. Ensemble, nous pourrions dialoguer et voir comment nous pourrions faire taire les armes, et quand une vraie confiance s'établirait... parce que personne ne devrait nous prendre pour des petits bébés qu'ils endorment alors nous posons nos armes et ils les prennent et ensuite nous tuent ...

«Ici, l'histoire se répète... Les oligarques et les politiciens traditionnels ont mené une bataille contre le président Jean-Bertrand Aristide en 2004, où ils ont utilisé les quartiers pauvres et les politiciens pour déstabiliser le gouvernement Aristide. Lorsqu'ils ont constaté que cela ne fonctionnait pas, les États-Unis ont dû intervenir et faire sortir Aristide du pays.

«Maintenant, les oligarques qui ont mis les armes dans les quartiers pauvres ont perdu le contrôle des armes. En conséquence, il y a eu de la violence dans le pays, des enlèvements et des gens qui mouraient. Ce sont ces mêmes oligarques américains qui avaient amené la MINUSTAH en Haïti. Lors de l'arrivée de cette force onusienne, beaucoup l'avaient considérée comme un sauveur. Mais, en ce temps-là, les ghettos n'étaient pas aussi infestés de crimes comme aujourd'hui, et malgré tout la MINUSTAH n'avait pas réussi à pacifier le pays.

Au lieu de cela, les soldats de cette force ont importé le choléra et le viol, ils ont violé des petites filles, des petits garçons. Les soldats uruguayens ont violé un petit garçon de 10 ans à Port Salut, et le pire les Népalais nous ont transmis le choléra. Les gens ont eu assez ! Le peuple en avait assez de cette force et l'avait finalement chassée du territoire national!

« L'histoire se répète désormais. Les [oligarques] ont mis beaucoup d'armes dans les quartiers populaires pour déstabiliser le gouvernement Jovenel Moïse. Quand ils ont vu que les manifestations et tout ce qu'ils ont fait ne pouvaient pas le forcer à abandonner le pouvoir, finalement en complicité avec les impérialistes... avec les politiques et les oligarques corrompus criminels, ils ont assassiné... Jovenel Moïse.

Maintenant, ils ont perdu le contrôle des armes qu'ils déposaient dans les quartiers pauvres et ont dû faire appel à un groupe d'assassins et de mercenaires du Kenya sous prétexte qu'ils écraseraient les gangs et combattraient Viv Ansanm. Les Kenyans ne vont que protéger les intérêts des oligarques américains. Voilà pourquoi, ils les ont amenés ici... »

« Vous pouvez tuer 10 ou 20 personnes, mais vous ne pouvez pas tuer un peuple entier. Les Haïtiens, dans leur ADN, sont des rebelles... Nous luttons contre un système. C'est le système, pour se régénérer, fait appel à la force kenyane... »

« L'arrivée de cette force kenyane va nous conduire directement dans une guerre civile... Si le pouvoir ne veut pas dialoguer avec nous, s'il veut être les serviteurs des étrangers, prêt à faire tout ce que les puissances étrangères leur demandent. A commencer par cette force étrangère venue d'un pays africain pour nous humilier, c'est comme si, elles voulaient nous dire que « depuis l'Afrique, les noirs trahissent les noirs » Ce ne sont que des mensonges construits dans l'ultime logique de nous diviser davantage.

« Haïti a toujours été la mère de la liberté. Si des mercenaires foulent le sol de la liberté. Il existera toujours une équipe de jeunes hommes et femmes prête à se battre jusqu'à leur dernière goutte de sang pour libérer leur pays, Haïti. »

États-Unis : Le désastre du débat Biden laisse les démocrates paniqués face à un Trump menteur et extrémiste



Fatigué, aérien et apparemment perdu : le pari démocratique montre des signes de faiblesse

Par Vinicius Moraes da Cunha

Bien qu'il ait été reconnu coupable, le Républicain s'en est mieux sorti que son rival ; il y a la possibilité de changer de candidat démocrate

Le premier débat des élections aux États-Unis a eu lieu hier, avec certaines attentes. Le souvenir de l'affrontement entre les mêmes candidats en 2020, marqué par la violation des règles et les agressions verbales, et la polarisation actuelle suggèrent quelque chose de pas très différent quatre ans plus tard.

Pour éviter une situation similaire, CNN a modifié certaines règles, comme éteindre le microphone lorsque l'adversaire parle. La réalité était pourtant surprenante. Non pas en raison de l'absence de offenses mutuelles, mais en raison de la performance considérée par beaucoup comme catastrophique de Joe Biden. À 81 ans, il est le président le plus âgé à occuper le bureau ovale de la Maison Blanche.

Cette question des capacités physiques et mentales des deux candidats est évoquée depuis un certain temps. Mais Trump, 78 ans et avec son style histrionique et menteur sans vergogne, a fait preuve de plus de vigueur physique.

Tout au long du débat, Biden a fait preuve de difficultés à se concentrer, a été incapable de terminer son raisonnement et même sa voix semblait trop basse pour le contexte. Pendant que Trump parlait, le regard de Biden semblait perdu dans le studio.

La presse américaine n'a pas caché le bruit et a révélé que plusieurs noms du parti démocrate débattaient sérieusement de la possibilité de remplacer Biden jusqu'à la convention nationale du parti, qui se tiendra fin août à Chicago.

Concernant le débat, les sujets attendus ont dominé la discussion : l'inflation, l'avortement, la migration, la guerre en Ukraine et l'invasion israélienne de la Palestine occupée la plupart du temps.

Trump a cherché à imputer l'inflation à Biden, qui a fait valoir que le scénario international marqué par les conflits exerce une pression sur les prix. À son tour, Biden a défendu la création d'emplois au sein de son gouvernement. Trump a affirmé que l'avortement devrait être une question d'État, tandis que Biden a critiqué l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade, défendant clairement le droit à l'avortement.

Pour ne pas perdre le vote des femmes, Trump n'a pas clairement attaqué l'avortement, il l'a même défendu dans des cas tels que le viol et la mise en danger de la vie de la femme. Il a également déclaré qu'il soutenait la décision de la Cour suprême qui maintenait l'accès aux pilules abortives. Une position d'ailleurs très différente de celle des conservateurs brésiliens.

Sur les questions d'immigration, Trump a maintenu une rhétorique agressive pleine de xénophobie face à un Biden catatonique. Concernant la guerre en Ukraine, Biden a accusé Trump d'une certaine collusion avec une prétendue initiative russe visant à « reconstruire le bloc soviétique ». Trump, à son tour, a affirmé que la guerre n'avait eu lieu que parce que Poutine ne respectait pas Biden et que s'il avait été président, le conflit n'aurait même pas commencé. Trump a critiqué les dépenses élevées des États-Unis pour soutenir l'Ukraine.

L'un des rares consensus a été le soutien sans équivoque à Israël et l'absence de critiques sérieuses à l'égard du massacre en cours contre le peuple palestinien, marqué par d'innombrables violations des droits de l'homme.

Bien que Trump ait bien manipulé le timing de ses réponses, esquivant la plupart des questions des journalistes, il a attiré l'attention sur le fait que le 6 janvier 2020, lorsque les partisans de l'ancien président ont envahi le Capitole lors d'une tentative de coup d'État, il a eu peu d'impact sur le débat. Même lorsqu'on lui a demandé s'il respecterait le résultat des élections en cours, Trump a répondu en disant que si tout se passait légalement, il le respecterait, laissant place à l'interprétation du « légalement ». La récente condamnation de Trump pour avoir acheté le silence d'une actrice porno a également eu moins d'impact qu'elle n'aurait pu en avoir.

Le débat a été catastrophique pour Biden. Un précédent sondage réalisé par 538/Ipsos indiquait que les électeurs pensaient que Biden obtiendrait de moins bons résultats que Trump. Mais le scénario était encore pire. Les élections sont extrêmement polarisées.

Le dernier sondage du New York Times montre que les deux candidats obtiennent 46 % des voix. Cependant, selon le Washington Post, Trump est en avance dans six des sept États clés : Pennsylvanie, Michigan, Caroline du Nord, Nevada, Arizona et Géorgie. Ce n'est que dans le Wisconsin que Biden est en avance. Selon le New York Times, Trump aurait même une avance dans le Wisconsin. En 2020, Biden a remporté tous ces États, à l'exception de la Caroline du Nord.

Ces États seront décisifs. Quel que soit celui qui gagnera dans chacun d'eux, la différence sera minime. En ce sens, la panique au sein du Parti démocrate provoquée par la performance de Biden hier est compréhensible.

*Vinicius Moraes da Cunha est historien (USP), doctorant en administration publique et gouvernement (FGV/EAESP) et chercheur invité (Centre d'études latino-américaines/Département de sciences politiques – Université de Pittsburgh)

Édition : Lucas Estanislau
Brasil de Fato 28 juin 2024

Infirmières en grève : « Les patients avant les profits »



Grève des infirmières, Portland, Oregon, 19 juin 2024. Grève des infirmières, Portland, Oregon, 19 juin 2024.

Par Lyn Neeley

Portland, Oregon

Plus de 3 000 infirmières de six hôpitaux de la Providence Corporation de l'Oregon ont mené une grève de trois jours le 20 juin, brandissant des pancartes disant : « Les patients au-dessus des profits ». Depuis décembre, l'Oregon Nurses Association (ONA) négocie avec Providence un contrat garantissant des ratios de dotation en personnel sûrs, de meilleurs horaires, des salaires plus élevés et de meilleurs avantages en matière de soins de santé. Les infirmières en grève ont crié : « Des héros traités comme des zéros ! »

Providence, l'une des plus grandes sociétés de l'Oregon, possède un quart du marché des soins de santé de l'Oregon. Le revenu annuel des PDG de Providence s'élève à 10 millions de dollars. Les infirmières se voient offrir une augmentation de 7 % la première année et de seulement 3 % les années suivantes, soit une augmentation inférieure au taux d'inflation annuel.

Le 1er juin, l'Oregon est devenu le deuxième État, après la Californie, à établir des ratios obligatoires de personnel infirmier. La loi établit des ratios de personnel minimum pour garantir des soins de qualité aux patients et prévenir l'épuisement professionnel des infirmières, mais la loi est insuffisante, car elle donne une certaine flexibilité aux sociétés hospitalières. L'ONA insiste sur des ratios infirmières-patients maximaux. Le syndicat souhaite que le contrat aille au-delà du minimum autorisé par la loi, garantissant des ratios de personnel plus sûrs à Providence, grâce auxquels les infirmières peuvent prodiguer des soins à des patients présentant un large éventail de besoins.

Il y a exactement un an, 1 800 infirmières et employés de Providence sur trois autres sites de l'Oregon ont mené une grève d'une semaine pour exiger une meilleure couverture des soins de santé, des congés payés, des salaires plus élevés et des effectifs améliorés. Un conférencier de l'AIIO lors du rassemblement de grève de l'année dernière a réclamé moins de millionnaires et plus d'infirmières. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, a-t-elle déclaré, « les salaires des PDG ont augmenté et ceux du personnel ont diminué ». (workers.org/2023/06/71964/)

L'année dernière, ces infirmières en grève ont obtenu des augmentations de salaire comprises entre 17 % et 26 %, des congés payés supplémentaires et la promesse d'embaucher davantage d'infirmières afin de se conformer à la loi sur le personnel de l'Oregon.

Après la fin de la grève actuelle, en raison d'un contrat de cinq jours conclu par Providence avec des infirmières de remplacement (briseurs de grève), l'hôpital a mis en lock-out plusieurs infirmières en grève jusqu'au 23 juin.

Nicole Hudson, infirmière responsable des urgences du Willamette Falls Medical Center, a déclaré au journaliste qu'en ne laissant pas toutes les infirmières retourner au travail en même temps, « la Providence viole leur contrat, tente de nous séparer et provoque la discorde entre les infirmières. » Elle a déclaré que la situation à l'intérieur de l'hôpital était désormais dangereuse. Il y a des rapports internes selon lesquels les travailleurs de remplacement n'ont pas l'expérience adéquate pour le travail.

Hudson a souligné : « Nous sommes unis et exigeons que nous retournions au travail en tant qu'unité pour fournir les soins de qualité pour lesquels nous sommes formés, ce qui est gratifiant. »

Workers World 29 juin 2024

Kenya : Ruto recule devant la mobilisation des masses

Par Josh Holroyd

Dans une nouvelle déclaration le 26 juin, le président kényan William Ruto a annoncé qu'il ne signerait finalement pas la loi de finances 2024, dont l'adoption par le parlement a provoqué une insurrection. 24 heures après avoir traité les manifestants de « criminels » et avoir menacé de mobiliser l'armée, Ruto a été contraint de reculer face aux masses.



La révolution, c'est maintenant

Ce virage brusque du pouvoir est une démonstration de la puissance des masses, qui ont déferlé dans les rues de tout le pays malgré une répression meurtrière et placé le régime dos au mur. Incapable d'écraser le mouvement, Ruto tente de désarmer le mouvement par des promesses creuses. Il espère qu'en renvoyant la loi devant le Parlement, il pourra gagner du temps en attendant que le mouvement s'essouffle. Il pourrait alors déchaîner une nouvelle vague de répression et l'achever définitivement.

Mais cette manœuvre cynique a été accueillie avec défiance par les masses. Dès la fin de l'allocution de Ruto, les réseaux sociaux étaient envahis de messages dénonçant son hypocrisie et ses mensonges. De nombreux messages soulignaient aussi que la mobilisation avait dépassé la seule question de la loi de finances. La violence de la répression – qui a causé au moins 23 morts – est maintenant au centre de l'attention.

Par ailleurs, même si la loi de finances était réellement retirée et que Ruto démissionnait, il ne s'agirait que d'une victoire en trompe-l'œil. Tant que le Kenya restera dirigé par la classe capitaliste et dominé par les institutions impérialistes, comme le FMI ou la Banque mondiale, ses énormes dettes seront payées par les masses pauvres, soit par de nouvelles taxes, soit par des coupes massives dans les services publics et les aides sociales. Les gouvernements bourgeois préféreront toujours saigner les travailleurs, la jeunesse et les pauvres plutôt que de couper dans les profits des banques et des entreprises capitalistes.

La seule solution pour arracher le Kenya à cette crise est de mettre au pouvoir un gouvernement révolutionnaire qui répudierait la dette impérialiste, exproprierait les grandes entreprises et le capital étranger, et planifierait démocratiquement l'économie pour satisfaire les besoins de toute la population.

Continuer la révolution

L'État bourgeois a été obligé de reculer temporairement. Le mouvement révolutionnaire doit saisir cette occasion pour avancer!

L'appel à une mobilisation de masse le 27 juin pour paralyser Nairobi – la « marche du million » – est parfaitement correct. Les événements de ces derniers jours ont montré clairement que les masses peuvent renverser le gouvernement et balayer tout l'édifice pourri du capitalisme kényan, si elles sont mobilisées et organisées pour le faire. Les travailleurs, les jeunes et les pauvres du Kenya doivent recevoir le soutien de tous les communistes du monde.

À bas Ruto!
À bas le capitalisme!

La riposte socialiste
27 Juin 2024

Assange en liberté !

Par Atilio A. Boron

Julian Assange est arrivé dans la ville de Saipan, sur le territoire américain des îles Mariannes, pour officialiser l'accord de plaidoyer conclu avec le gouvernement des États-Unis. Assange a passé sept ans à se réfugier à l'ambassade d'Équateur à Londres sous la présidence de Rafael Correa. Mais en avril 2019, le traître Lenín Moreno l'a livré à la police britannique, détruisant par un acte aussi indigne la tradition honorable de l'asile latino-américain. Pour Assange, ce fut le point de départ d'un calvaire de cinq ans passé dans la prison à sécurité maximale de Belmarsh, soumise à un régime très dur destiné à pénaliser les terroristes ou les meurtriers féroces.

C'est le traitement que les autorités britanniques ont accordé à celui qui a commis le péché impardonnable de dénoncer les crimes de l'empire et le prix qu'Assange a dû payer pour éviter son extradition vers les États-Unis, où il risquait une peine pouvant aller jusqu'à 175 ans de prison pour avoir publié des documents classifiés révélant les atrocités commises par les troupes américaines en Irak et en Afghanistan.



La fuite est l'œuvre de l'ancienne analyste militaire Chelsea Manning, c'est pourquoi elle a été condamnée à 35 ans de prison, mais après avoir purgé un peu plus de sept ans de prison, le président Barack Obama lui a accordé sa grâce et elle a été libérée. Assange n'a donc pas volé de documents secrets au gouvernement américain, comme Manning l'a fait, mais avec un critère sain de promotion de la diffusion d'informations véridiques, il s'est limité à les envoyer à certains des principaux journaux occidentaux.

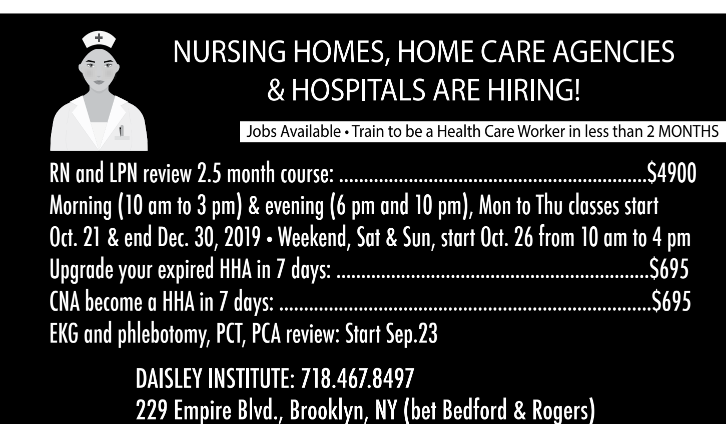
L'accord conclu avec les procureurs du ministère de la Justice des États-Unis exige qu'Assange plaide coupable d'avoir commis le crime

suite à la page(19)

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com









ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719









HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us!

La déclaration fracassante d'un ancien Premier ministre israélien : « J'accuse Netanyahu de trahison »

Par Kyle Anzalone

Ehud Olmert n'est pas connu comme un grand défenseur des droits des Palestiniens. Mais ses tirs à boulets rouges contre Netanyahu sont intéressants à plus d'un titre. Ils illustrent les contradictions soulevées par Ilan Pappé entre l'Etat d'Israël et l'Etat de Judée. Et témoignent de la crise profonde qui ébranle le projet sioniste. (I'A)



De gauche à droite: Benjamin Netanyahu et Ehud Olmert lors d'une cérémonie marquant le transfert du pouvoir de Premier ministre, à la résidence du président à Jérusalem, le 1er avril 2009. (Daniel Bar On/Pool/ Flash90)

Dans un article dévastateur publié par Haaretz, l'ancien premier ministre Ehud Olmert tire à boulets rouges sur le premier ministre Benjamin Netanyahu. Il lui reproche la prolongation de la guerre à Gaza, l'escalade contre le Hezbollah et la carte blanche donnée aux voyous israéliens qui terrorisent les Palestiniens en Cisjordanie.

Olmert demande que Netanyahu soit démis de ses fonctions et jugé pour ses multiples échecs depuis le 7 octobre : « Netanyahu doit être jugé devant le peuple d'Israël pour chacun de ces chefs d'accusation. Nous ne devons pas perdre de temps ». Il ajoute : « Chaque jour supplémentaire où ce funeste personnage continue de se prévaloir de la responsabilité nominale de gouverner est un jour qui met en danger concret le futur et l'existence de l'Etat. »

L'article précise les nombreux actes dont Netanyahu doit être tenu pour responsable : « J'accuse le Premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, de prolonger sciemment la guerre entre Israël et les organisations des assassins palestiniens ». Plus loin il précise que « la raison pour laquelle aucun objectif précis n'a été fixé pour nos forces armées est précisément ce désir de faire traîner l'affrontement sans fixer de date de fin ».

Olmert émet des accusations similaires au sujet de l'escalade contre le Hezbollah. Il affirme que Netanyahu à l'intention d' « étendre la guerre et de d'entrer dans un conflit direct massif contre le Hezbollah au nord », et que le Premier ministre ne fait aucun cas « des médiations françaises et états-Uniennes… qui mettront fin au violent conflit en cours ».

Au cours des huit derniers mois, l'attention mondiale a été largement tournée vers les opérations militaires conduites par l'armée israélienne à Gaza. Pourtant, en parallèle, Tel Aviv a avancé dans ses plans d'annexation de la Cisjordanie. Dans une spirale de violence, des centaines de Palestiniens ont été tués et des milliers d'autres ont été chassés de leurs maisons. Olmert pose le blâme sur Netanyahu. *« J'accuse le Premier ministre d'Israël d'avoir agi en toute connaissance de cause pour susciter une flambée de violence sur tout le territoire cisjordanien, sachant parfaitement que cela résulterait en la multiplication de crimes de guerre contre des Palestiniens qui ne sont pas du tout impliqués dans les actions terroristes. Beaucoup d'Israéliens se sont déjà rendus coupables de tels crimes. Dans la plupart des cas, il ne s'agit pas de personnes sous l'uniforme, mais plutôt de milices privées composées de voyous armés de fusils qui leur ont été fournis par le ministre de la Sécurité, Itamar ben Gvir, une décision qui elle aussi devra être examinée légalement. Ces armes sont utilisées au cours de leurs raids. Elles les protègent lorsqu'ils brutalisent les Palestiniens, brûlent leurs maisons, détruisent les cultures dont ils tirent leur subsistance et tuent des innocents ».*

Olmert détaille aussi d'autres décisions qui ont été prises au détriment du peuple israélien, y compris le refus de négocier la libération des otages : « Il refuse de mettre en place un accord qui permettrait le retour de tous les otages parce que, selon lui, cela empêcherait une victoire totale ». Il ajoute que « ce but inatteignable a été fixé pour permettre au Premier ministre de pouvoir à tout moment choisir de faire porter à l'armée la non réalisation de ces objectifs ».

L'article n'attaque pas seulement l'incapacité de Netanyahu à atteindre ses buts de guerre. Olmert souligne les difficultés croissantes au sein même d'Israël : « L'économie s'effondre, les services publics s'effondrent, des régions entières sont désertées et le gouvernement n'a ni plan ni volonté de mettre en place des réponses qui pourraient améliorer la situation et ranimer une lueur d'espoir. »

La guerre coûte très cher à Tel Aviv et à l'économie israélienne. On estime le coût de la seule guerre à Gaza à 60 milliards de dollars. On doit y rajouter le coût immense des projets de reconstruction qui devront prendre place à court terme. En outre, beaucoup d'Israéliens ont dû quitter leur travail et plus de 60.000 citoyens ont été déplacés à cause du conflit à la frontière libanaise.

Netanyahu a refusé de signer tout accord qui conditionnerait la libération des otages israéliens à un arrêt permanent des combats tant que le Hamas n'a pas été éliminé. Plusieurs hauts responsables israéliens ont affirmé que l'objectif du Premier ministre d'éliminer le Hamas était irréalisable.

Mais cela n'empêche pas Tel-Aviv de continuer son assaut contre Gaza et ses représailles contre les actions de la résistance, grâce au soutien militaire massif des États-Unis. Olmert avertit que Netanyahu a « essayé délibérément de détruire l'alliance politico-militaro-sécuritaire entre Israël et les USA ». Il rappelle que « la force aérienne israélienne utilise uniquement des aéronefs états-uniens : jets de combat, ravitailleurs, hélicoptères. L'entièreté du contrôle de l'espace aérien par Israël dépend de l'engagement des États-Unis à défendre Israël ».

Alors que la relation entre Biden et Netanyahu connaît des difficultés après que le dirigeant israélien ait attaqué Washington dans une vidéo sur twitter (X) la semaine dernière, plusieurs hauts responsables états-uniens ont répété que les liens entre Israël et les États-Unis étaient inconditionnels.

Antiwar 26 Juin 2024
Traduit de l'anglais
par J-L Picker
Investig'Action 28 Juin 2024

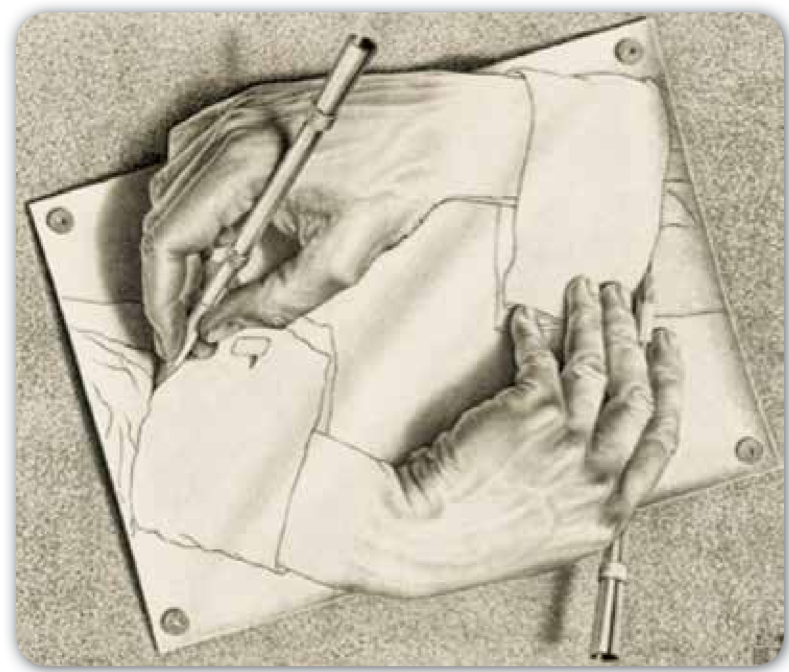
Suite de la page (18)

d'espionnage - tel que stipulé par la loi sur l'espionnage de 1917 - pour avoir conspiré en vue d'obtenir et de diffuser illégalement des informations classifiées liées à la défense nationale du pays. États-Unis qui est passible d'une peine de 62 mois de prison. Après avoir comparu devant le tribunal américain de Saipan et établi sa culpabilité, Assange a repris son vol vers Canberra, où au moment de la publication de cette note il était déjà reçu par sa famille, ses amis et des militants de sa cause.

Certains analystes américains soutiennent que le journaliste australien étant déjà emprisonné en Angleterre depuis un peu plus de cinq ans, sa peine pourrait être considérée comme purgée et l'affaire classée. Et bien qu'il soit citoyen australien, il est également conscient que les autorités de son pays se sont peu ou pas du tout souciées de son sort pendant tant d'années. Seront-ils désormais en mesure de garantir leur sécurité ?, surtout quand l'Australie est devenue une gigantesque station de la CIA, comme le démontre la série Pine Gap, à la télévision australienne (diffusée ensuite sur Netflix). Je pense que, tout comme Edward Snowden, la meilleure chose qu'Assange puisse faire serait de chercher refuge en Russie, car sa situation en Australie pourrait le laisser complètement sans défense et à la merci de ses ennemis acharnés. Bien entendu, les auteurs des crimes perpétrés par les Américains n'ont pas été arrêtés par la justice de ce pays. Washington a préféré persécuter celui qui les dénonçait, et non celui qui les commettait.

PaginaXII 27 juin 2024

La science de l'autocritique



Ne craignez pas l'autocritique, mieux encore la politiser, l'interroger, la socialiser, la démocratiser et en faire le patrimoine de l'humanité dans une pratique d'action directe et d'organisation révolutionnaire

Par Fernando Buen Abad Domínguez

Même dans les relations humaines les plus consensuelles, l'exercice dialectique et permanent d'autocritique est nécessaire. Il ne suffit pas que la pensée soit « critique », il est crucial qu'elle soit révolutionnaire, en commençant par « regarder à l'intérieur » car l'idéologie de la classe dirigeante a aussi su être « critique », dans le pire sens du terme, et donc destructrice de la conscience et de l'organisation émancipatrices. Et même les critiques et autocritiques les plus fondées peuvent être stériles si elles ne contiennent pas de moteurs de transformation. Marx l'a dit à juste titre : « Il ne suffit pas qu'une telle idée réclame sa manifestation : il faut que la réalité elle-même réclame cette idée. »

Il ne suffit pas de déceler des erreurs ou des oublis, qu'ils soient personnels ou collectifs, volontaires ou involontaires, ni de se contenter, même si cela peut être utile, d'une simple observation érudite, créatrice ou révélatrice. L'autocritique doit se nourrir d'une identité et d'un sentiment de classe, exprimés dans des engagements et un plan de lutte, y compris lui-même. Sa forme la plus puissante est celle de la praxis. Qui contient des projections organisationnelles, participatives et transformatrices pour intervenir de manière directe, autonome et consensuelle, à la fois critique envers soi-même, en permanence.

Si l'autocritique atteint sa phase révolutionnaire, elle accomplit une tâche indispensable qui ne devrait pas rencontrer d'obstacles. En fin de compte, ou d'abord, tel est le sens de la science de l'autocritique si elle veut se transcender dans l'immense dynamique de développement de l'Humanité, émancipée du capitalisme et s'émancipant systématiquement. L'humanité comme son meilleur héritage. L'autocritique doit être l'un des bastions civilisationnels applicables au passé, au présent et au futur, et son rôle doit être sauvé et reconfiguré là où la haine, la peur ou l'humiliation commune ne prédominent pas.

Et bien sûr, l'autocritique révolutionnaire doit servir à combattre toute démoralisation induite, même par la critique, qui, lorsqu'elle n'a pas de moteurs révolutionnaires, a tendance à être fonctionnelle au plan démoralisé et désorganisateur financé par les oligarchies. Les développements théorico-méthodologiques qui ont permis de « problématiser » les champs de bataille symboliques et l'état actuel de la guerre médiatique hybride et sans restriction sont absolument indispensables. Nous avons besoin d'une science de l'autocritique qui aide à résoudre avec rigueur et transparence ce que doit résoudre un programme organisé pour l'organisation de l'unité de la classe opprimée. Science de l'autocritique qui commence par soi-même.

Ne nous contentons pas de la magnificence des œuvres critiques, pour la plupart décoratives, car elles seules, même si elles sont rares, sont dangereuses. Cette autocritique n'est pas purement confessionnelle ou anecdotique. Ne mettez pas la charrue avant les bœufs car une erreur de raisonnement ou un guet-apens distrayant finit par être un guet-apens idéologique très commode pour certaines sectes déguisées en « scientifiques » et pour tout le système d'un bureaucratisme qui s'enivre en produisant des critiques stériles et autocritique. En général, les gens réclament des vérités nées d'une autocritique sévère qui ose admettre des erreurs de toutes sortes. Fini les « problématisations » intelligentes et les solutions coupables émanant de cabinets qui ne résolvent rien. Une autre chose est la critique démocratisée et l'autocritique sur les champs de bataille des bases. Sur leurs fronts de combat. C'est là que devraient vivre toutes les recherches épistémologiques déterminées à changer le monde et le désastre que nous impose le capitalisme, qui est une dictature. Dites-le sans détour.

Nous invoquons ici un programme scientifique d'action transformatrice basé sur la dialectique du *« désirable, du possible et du réalisable »*, de manière concrète, transparente et consensuelle. Cela implique une lutte interne, une autocritique, totalisée par des solutions socialement imbriquées entre ceux qui, directement ou indirectement, soutiennent les luttes. L'autocritique individualiste s'épuise dans ses miroirs. Les grands remèdes, s'ils existent, ont l'intervention directe des acteurs qui assument une rigueur méthodologique qui ne sera pas une force vive si elle n'avance pas vers le deuxième déni. Il ne s'agira pas d'une action transformatrice si elle n'encourage pas l'organisation à agir directement. Ce ne sera pas critique si rien ne change. Ce sera, pour la plupart, inutile.

Il ne faut pas craindre l'autocritique, il faut combattre les jeux de mots créés pour le défigurer, ainsi que ses acolytes. Ne craignez pas l'autocritique, mieux encore la politiser, l'interroger, la socialiser, la démocratiser et en faire le patrimoine de l'humanité dans une pratique d'action directe et d'organisation révolutionnaire. Avec la rigueur du bloc opératoire. Avec des protocoles stricts. Combattez les préjugés qui le recouvrent et l'enchevêtrent, niez toutes les erreurs qui l'accablent, démantelez les temples et les donjons, combattez les erreurs, d'où qu'elles viennent, quelle que soit leur valeur, quel qu'en soit le bénéfice, quel qu'en soit le bénéfice. L'autocritique doit être une méthode sociale vivante, dynamique et quotidienne. Une culture. Vous devez également le développer de manière autocritique.

Rébellion 28 juin 2024